

CONTRAT DE LOCATION

LOGEMENT MEUBLÉ

(Loi n°89-462 du 6 juillet 1989)

I. DÉSIGNATION DES PARTIES

Le présent contrat est conclu entre les soussignés :

- Nom et prénom du bailleur : Gagliano Bonifacio demeurant 24 rue de la gerbe d'or 78114 Magny les hameaux, pour Madame Gagliano Leone Sébastiana
- Dénomination (si personne morale) :
- Domicile ou siège social du bailleur : 19 impasse du Verger, 94800 Villejuif
- Adresse email (facultatif) : bonifacio.gagliano@atri.fr

Désigné (s) ci-après « **le bailleur** » ;

ET

- Nom et prénom du locataire : M. GUILLET Clément Louis Joseph
- Dénomination (si personne morale) :
- Adresse : 8 rue Roquelaine, 31000 Toulouse
- Adresse email (facultatif) : glltclement@gmail.com
- Téléphone mobile (facultatif) : 06 21 23 51 69
- Activité exercée : Post-doctorant Laboratoire informatique Paris 6 La Sorbonne
- Le cas échéant, nom et adresse du garant : M. GUILLET Bertrand
56 route des Moulins de Bilais, 44530 DREFFAC

Désigné (s) ci-après « **le locataire** » ;

Les lieux loués sont destinés à l'habitation exclusive de l'occupant locataire ci-dessus sans possibilité d'apport de meubles complémentaires sauf accord du bailleur.

DS
BG

DS
LG

II. OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet la location d'une chambre au sein d'un logement :

A. Désignation du logement :

- Localisation du logement : adresse / bâtiment / étage / porte, etc :

Maison, 19 impasse du Verger 94800 Villejuif

- Surface habitable totale : Studio au RDC, 29 m² privatifs
- Nombre de pièces principales : 1
- Nombre de chambres : 1

B. Destination des locaux : Usage d'Habitation

C. Désignation des locaux de l'immeuble à usage privatif du locataire :

- Studio (désignation, localisation, étage, superficie) :

Au RDC, studio avec cuisine fermée et salle de bain / WC de 29 m².

- Rappel des meubles composant le studio :

Lit et sommier 160, canapé de salon, table de cuisine, chaises, télé, machine à laver le linge, armoire, table de chevet, couette, oreillers

D. Enumération des locaux et équipements à usage commun (cuisine équipée, détail des installations sanitaires, balcon, terrasse, salon, garage à vélo, etc.) :

Accès au jardin par le garage avec possibilité de ranger des vélos.

E. Modalités d'accès à internet :

Abonnement box intégré au loyer

DS
BG

DS
LG

III. DATE DE PRISE D'EFFET ET DURÉE DU CONTRAT

A. Date de prise d'effet du contrat : 19 / 09 / 2023

B. Durée du contrat : 12 mois

A l'exception des locations consenties à un étudiant pour une durée de 9 mois, les contrats de location de logements meublés sont reconduits tacitement à leur terme pour une durée d'un an et dans les mêmes conditions. Le locataire peut mettre fin au bail à tout moment, après avoir donné un congé de 1 mois. Le bailleur peut, quant à lui, mettre fin au bail à son échéance et après avoir donné congé, soit pour reprendre le logement en vue de l'occuper lui-même ou une personne de sa famille, soit pour le vendre, soit pour un motif sérieux et légitime. Les contrats de locations meublées consenties à un étudiant pour une durée de 9 mois ne sont pas reconduits tacitement à leur terme et le locataire peut mettre fin au bail à tout moment, après avoir donné congé. Le bailleur peut, quant à lui, mettre fin au bail à son échéance et après avoir donné congé.

IV. CONDITIONS FINANCIÈRES

Les parties conviennent des conditions financières suivantes :

A. Loyer :

1° Fixation du loyer initial :

- Montant du loyer mensuel : 850 € (neuf cents euros)

2° Le cas échéant, modalités de révision du loyer :

a) Date de révision : 1 / 9

b) Date ou trimestre de référence de l'IRL : T2 2023 indice 140,59

B. Charges locatives :

1. Modalité de règlement des charges : paiement périodique des charges sans provision

2. Montant du forfait mensuel de charges : 50 €

3. Modalités de révision du forfait de charges : révision à chaque date anniversaire du bail

DS
BG

DS
LG

C. Modalités de paiement :

1. Périodicité du paiement : mensuelle
2. Paiement : à échoir
3. Date ou période de paiement : paiement le 3 de chaque mois
4. Montant total dû à la première échéance de paiement :
 - Loyer (charges incluses) : 340 €
 - Charges locatives : 20 €
 - Versement sur le compte (IBAN) : FR09 3000 2005 8900 0006 1070 N51 (GAGLIANO)

V. GARANTIES FINANCIÈRES

Aux fins de garantir la bonne exécution de ses obligations, le locataire verse ce jour un dépôt de garanti au bailleur, qui le reconnaît et lui en donne quittance, d'une somme de :

1 700 € (mille huit cents euros)

- Versement sur le compte (IBAN) : FR09 3000 2005 8900 0006 1070 N51 (GAGLIANO)

Le dépôt ainsi versé sera restitué au locataire en fin de bail, après déménagement et restitution des clés, déduction faite, le cas échéant, des sommes restant dues au bailleur et des sommes dont celui-ci pourrait être tenu, aux lieu et place du locataire.

En aucun cas, l'existence de ce dépôt de garantie ne pourra dispenser le locataire du paiement, à leur date, des sommes dues au bailleur et notamment, en fin de contrat, du paiement des derniers mois de loyer et charges.

VI. CLAUSE RÉSOLUTOIRE

Le présent contrat sera résilié de plein droit :

- en cas de défaut de paiement du loyer, des charges locatives, ou de la régularisation annuelle de charge éventuelle
- en cas de défaut de versement du dépôt de garantie
- en cas de défaut d'assurance des risques locatifs par le locataire
- en cas de trouble de voisinage constaté par une décision de justice

DS
BG

DS
LG

Le bailleur fera assigner le locataire devant le tribunal pour faire constater l'acquisition de la clause résolutoire et la résiliation de plein droit du bail. Lorsque le bailleur souhaite mettre en œuvre la clause résolutoire pour défaut de paiement des loyers et des charges ou pour non-versement du dépôt de garantie, il doit préalablement faire signifier au locataire, par acte d'huissier, un commandement de payer, qui doit mentionner certaines informations et notamment la faculté pour le locataire de saisir le fonds de solidarité pour le logement. Le locataire peut, à compter de la réception du commandement, régler sa dette, saisir le juge d'instance pour demander des délais de paiement, voire demander ponctuellement une aide financière à un fonds de solidarité pour le logement. Si le locataire ne s'est pas acquitté des sommes dues dans les deux mois suivant la signification, le bailleur peut alors assigner le locataire en justice pour faire constater la résiliation de plein droit du bail. En cas de défaut d'assurance, le bailleur ne peut assigner en justice le locataire pour faire constater l'acquisition de la clause résolutoire qu'après un délai d'un mois après un commandement demeuré infructueux.

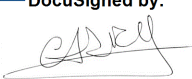
VII. HONORAIRES DE LOCATION

Honoraires à la charge du locataire :

- Prestations de visite du preneur, de constitution de son dossier et de rédaction de bail
- Prestation de réalisation de l'état des lieux d'entrée

Montant des honoraires toutes taxes comprises dus à la signature du bail :

300 € TTC (trois cents euros TTC) réglé par lien envoyé via PayPal

DocuSigned by:

E7851B6FEA8E4BC...

VIII. OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le locataire est tenu des obligations principales suivantes. À défaut, le présent contrat pourra être résilié en application de la clause résolutoire.

A. En cours de location, le locataire s'engage à :

- User paisiblement des lieux loués suivant la destination qui leur a été donnée par le présent contrat, sans rien faire qui puisse nuire à la tranquillité des autres locataires
- Répondre des dégradations et pertes qui surviendraient pendant la durée du contrat dans les lieux loués dont il a la jouissance exclusive, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu par cas de faute majeure, par la faute du bailleur ou par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans les lieux loués.

DS
BG

DS
LG

- Prendre à sa charge l'entretien courant des lieux loués, les menues réparations, ainsi que l'ensemble des réparations locatives. Les réparations occasionnées par vétusté, malfaçon, vice de construction, cas fortuit ou force majeure incomberont au bailleur.
- Ne pas transformer les lieux loués sans l'accord écrit du bailleur. À défaut d'accord, le bailleur pourra exiger du locataire, lors de son départ, la remise en l'état des lieux loués ou conserver à son bénéfice les transformations effectuées sans que le locataire puisse réclamer une quelconque indemnité. Le bailleur pourra toutefois exiger la remise immédiate des lieux en l'état, aux frais du locataire, lorsque les transformations effectuées mettront en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité des lieux loués.
- S'assurer contre les risques dont il doit répondre en sa qualité de locataire notamment souscrire à la garantie bris de glace et d'en justifier lors de la remise des clés puis, chaque année, à la demande du bailleur, par la production d'une attestation de l'assureur.
- Laisser pénétrer dans les lieux loués les représentants du bailleur et toute personne mandatée par lui, sur justification de leur qualité, chaque fois que cela sera nécessaire pour l'entretien, les réparations, ainsi que pour la sécurité et la salubrité des lieux loués.
- Ne pas céder le présent contrat, ni sous-louer les lieux donnés en location.

B. Pendant le délai de préavis, le locataire s'engage à :

- Payer le loyer et les charges pendant tout le délai de préavis, ce en cas de congé donné par lui.
- Payer le loyer et les charges pour la seule période pendant laquelle il aura effectivement occupé les lieux loués, ce en cas de congé donné par le bailleur ;
- Dès la notification du congé, autoriser la visite des lieux loués, en vue d'une nouvelle location, de la reprise ou de la vente des locaux, deux heures par jour pendant les jours ouvrables. L'horaire de visite sera défini par accord entre les parties. À défaut, les visites auront lieu entre 17h et 19h du lundi au samedi inclus.

C. À son départ, le locataire s'engage à :

- Justifier du paiement des taxes fiscales relatives aux lieux loués par la production des quittances correspondantes.
- Restituer les lieux loués comme il les a pris et en bon état de propreté.
- Restituer les clés et accessoires au plus tard au jour de l'expiration du présent contrat.

IX. CLÉS ET ÉLÉMENTS REMIS

Nombre de clés remises au locataire : 3 (En lettres) TROIS

- 1 clé(s) donnant accès au logement
- 1 clé(s) donnant accès au garage
- 1 clé(s) donnant accès au portail

DS
BG

DS
LG

X. ÉLECTION DE DOMICILE

Le locataire fait élection de son domicile dans les lieux loués.

XI. ANNEXES

Sont ou seront annexées et jointes au contrat de location les pièces suivantes :

A. Dossier de diagnostic technique

B. Carte d'identité locataire

C. Promesse d'embauche locataire

D. Avis d'imposition locataire

E. Acte de cautionnement

F. Carte d'identité caution

G. Justificatif de situation professionnelle caution

H. Bulletin de salaire caution

I. Avis d'imposition caution

J. Sera annexé à la remise des clés : état des lieux, inventaire et état du mobilier

Fait à Paris, le 18 septembre 2023

Signature du **baillieur**

Précédé de la mention « lu et approuvé »

18 septembre 2023 | 06:38:12 PDT

Bonifacio GAGLIANO

Bonifacio.gagliano@atri.fr

Lu et
approuvé.

DocuSigned by:
Bonifacio GAGLIANO
CD4E40EA3D85405...

Signature du **locataire**

Précédé de la mention « lu et approuvé »

18 septembre 2023 | 04:10:57 PDT

Clément GUILLET

glltclement@gmail.com

Lu et
approuvé.

DocuSigned by:
Clément GUILLET
271FE6C66F324F7...



Dossier Technique Immobilier

Numéro de dossier : 796
Date du repérage : 05/06/2023



Désignation du ou des bâtiments
<i>Localisation du ou des bâtiments :</i> Département :..... Val-de-Marne Adresse :..... 19 impasse du verger Commune :..... 94800 VILLEJUIF Section cadastrale AP, Parcelle(s) n° 89 Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété : Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété Périmètre de repérage : PAVILLON

Désignation du propriétaire
<i>Désignation du client :</i> Nom et prénom :..... indivision Maria, Bonifacio,Domenico Adresse :..... 19 impasse du verger 94800 VILLEJUIF

Objet de la mission :		
<input type="checkbox"/> Dossier Technique Amiante	<input type="checkbox"/> Métrage (Loi Carrez)	<input checked="" type="checkbox"/> Etat des Installations électriques
<input type="checkbox"/> Constat amiante avant-vente	<input type="checkbox"/> Métrage (Loi Boutin)	<input type="checkbox"/> Diagnostic Technique (DTG)

<input type="checkbox"/> Dossier amiante Parties Privatives	<input type="checkbox"/> Exposition au plomb (CREP)	<input checked="" type="checkbox"/> Diagnostic énergétique
<input type="checkbox"/> Diag amiante avant travaux	<input type="checkbox"/> Exposition au plomb (DRIPP)	<input type="checkbox"/> Audit énergétique
<input type="checkbox"/> Diag amiante avant démolition	<input type="checkbox"/> Diag Assainissement	<input type="checkbox"/> Prêt à taux zéro
<input checked="" type="checkbox"/> Etat relatif à la présence de termites	<input type="checkbox"/> Sécurité piscines	<input type="checkbox"/> Ascenseur
<input type="checkbox"/> Etat parasitaire	<input type="checkbox"/> Etat des Installations gaz	<input type="checkbox"/> Etat des lieux (Loi Scellier)
<input checked="" type="checkbox"/> Etat des Risques et Pollutions	<input type="checkbox"/> Plomb dans l'eau	<input type="checkbox"/> Radon
<input type="checkbox"/> Etat des lieux	<input type="checkbox"/> Sécurité Incendie	<input type="checkbox"/> Accessibilité Handicapés
<input type="checkbox"/> Infiltrométrie	<input type="checkbox"/> Plomb APTVX	<input type="checkbox"/> Accessibilité Handicapés
<input type="checkbox"/> Amiante Examen Visuel APTVX	<input type="checkbox"/> Plomb avant travaux	<input type="checkbox"/> Performance numérique
<input type="checkbox"/> Amiante contrôle périodique	<input type="checkbox"/> Développement interne	<input type="checkbox"/> Déchets / PEMD
<input type="checkbox"/> Amiante Empoussièrément	<input type="checkbox"/> Home Inspection	<input type="checkbox"/> Climatisation
<input type="checkbox"/> Hôtel H	<input type="checkbox"/> Tantième de copropriété	<input type="checkbox"/> Contrôle périodique gaz
<input type="checkbox"/> Hôtel RT	<input type="checkbox"/> Risques Professionnels	<input type="checkbox"/> Contrôle périodique élec
<input type="checkbox"/> Hôtel C	<input type="checkbox"/> Contrôle levage	<input type="checkbox"/> RT 2012 Avant travaux
	<input type="checkbox"/> Logement décent	<input type="checkbox"/> RT 2012 Après travaux



Résumé de l'expertise n° 796

Cette page de synthèse ne peut être utilisée indépendamment du rapport d'expertise complet.



Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Adresse : **19 impasse du verger**

Commune : **94800 VILLEJUIF**

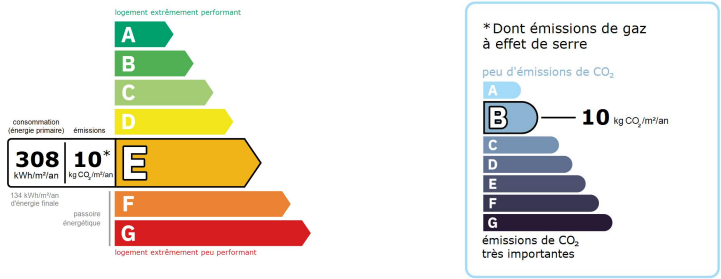
Section cadastrale AP, Parcelle(s) n° 89

Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :

Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété

Périmètre de repérage : **PAVILLON**

Prestations	Conclusion
Etat Termites	Il n'a pas été repéré d'indice d'infestation de termites.
Etat des Risques et Pollutions	Voir document joint.
DPE	Consommation conventionnelle : 308 kWh ep/m².an (Classe E) Estimation des émissions : 10 kg eqCO2/m².an (Classe B) Estimation des coûts annuels : entre 2 620 € et 3 600 € par an, prix moyens des énergies indexés au 1er janvier 2021 Méthode : 3CL-DPE 2021 N° ADEME : 2394E2004424Y
Electricité	L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).





ATTESTATION SUR L'HONNEUR réalisée pour le dossier n° **796** relatif à l'immeuble bâti visité situé au : 19 impasse du verger 94800 VILLEJUIF.

Je soussigné, **SOUAKRI Rachid**, technicien diagnostiqueur pour la société **RS DIAG IMMOBILIER** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

Prestations	Nom du diagnostiqueur	Entreprise de certification	N° Certification	Echéance certif
Amiante	SOUAKRI Rachid	DEKRA Certification	DTI3496	21/11/2023 (Date d'obtention : 22/11/2018)
Plomb	SOUAKRI Rachid	DEKRA Certification	DTI3496	14/10/2023 (Date d'obtention : 15/10/2018)
Termites	SOUAKRI Rachid	DEKRA Certification	DTI3496	21/10/2023 (Date d'obtention : 22/10/2018)
DPE sans mention	SOUAKRI Rachid	DEKRA Certification	DTI3496	14/01/2024 (Date d'obtention : 15/01/2019)
Gaz	SOUAKRI Rachid	DEKRA Certification	DTI3496	20/11/2023 (Date d'obtention : 21/11/2018)
Electricité	SOUAKRI Rachid	DEKRA Certification	DTI3496	30/10/2023 (Date d'obtention : 31/10/2018)

- Avoir souscrit à une assurance (diagnos n° 2011942 valable jusqu'au 31/12/2023) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à **VILLEJUIF**, le **05/06/2023**

Signature de l'opérateur de diagnostics :

Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son

impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

Article L271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »

DPE Diagnostic de performance énergétique (logement)

N°ADEME : 2394E2004424Y

Etabli le : 15/06/2023

Valable jusqu'au : 14/06/2033

Ce document vous permet de savoir si votre logement est économe en énergie et préserve le climat. Il vous donne également des pistes pour améliorer ses performances et réduire vos factures. Pour en savoir plus : <https://www.ecologie.gouv.fr/diagnostic-performance-energetique-dpe>

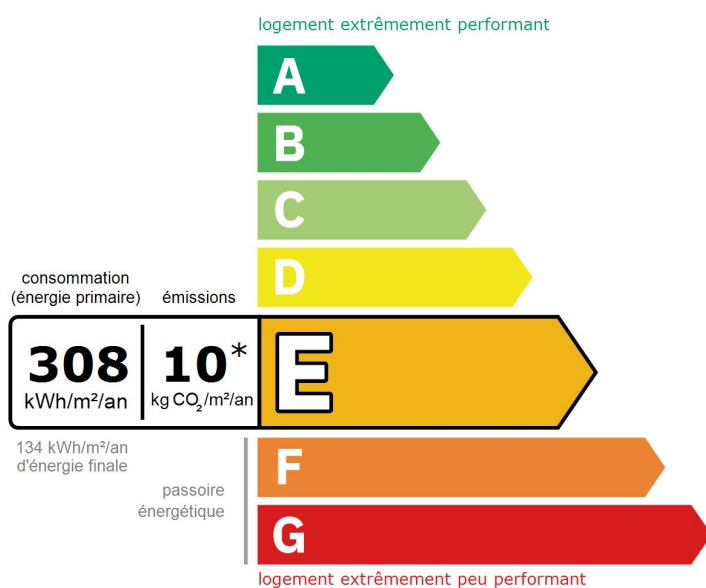


Adresse : 19 impasse du verger
94800 VILLEJUIF

Type de bien : Maison Individuelle
Année de construction : 1983 - 1988
Surface habitable : 142.25 m²

Propriétaire : indivision Maria, Bonifacio, Domenico
Adresse : 19 impasse du verger 94800 VILLEJUIF

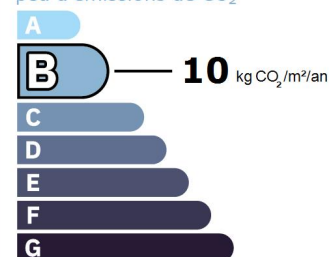
Performance énergétique et climatique



Le niveau de consommation énergétique dépend de l'isolation du logement et de la performance des équipements.
Pour l'améliorer, voir pages 4 à 6

* Dont émissions de gaz à effet de serre

peu d'émissions de CO₂



émissions de CO₂ très importantes

Ce logement émet 1 464 kg de CO₂ par an, soit l'équivalent de 7 585 km parcourus en voiture.
Le niveau d'émissions dépend principalement des types d'énergies utilisées (bois, électricité, gaz, fioul, etc.)

Estimation des coûts annuels d'énergie du logement

Les coûts sont estimés en fonction des caractéristiques de votre logement et pour une utilisation standard sur 5 usages (chauffage, eau chaude sanitaire, climatisation, éclairage, auxiliaires) voir p.3 pour voir les détails par poste.



entre **2 620 €** et **3 600 €** par an

Prix moyens des énergies indexés au 1er janvier 2021 (abonnements compris)

Comment réduire ma facture d'énergie ? Voir p. 3

Informations diagnostiqueur

RS DIAG IMMOBILIER
3 rue LOUISE michel
77280 OTHIS
tel : 0636154682

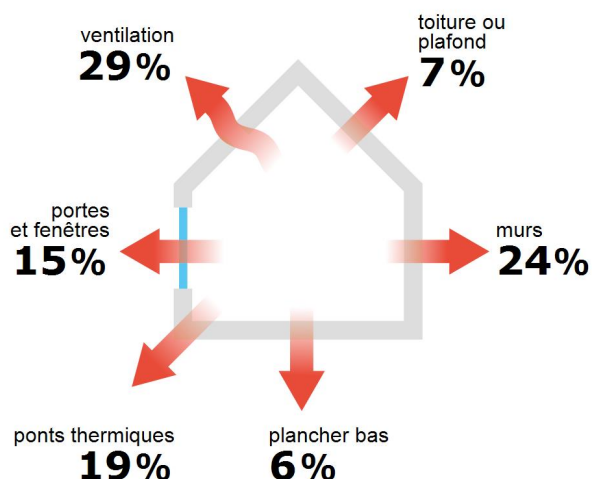
Diagnosticur : SOUAKRI Rachid
Email : rs.diag.immobilier@gmail.com
N° de certification : DT13496
Organisme de certification : DEKRA Certification



Souakri

À l'attention du propriétaire du bien au moment de la réalisation du DPE : Dans le cadre du Règlement général sur la protection des données (RGPD), l'Ademe vous informe que vos données personnelles (Nom-Prénom-Adresse) sont stockées dans la base de données de l'observatoire DPE à des fins de contrôles ou en cas de contestations ou de procédures judiciaires. Ces données sont stockées jusqu'à la date de fin de validité du DPE. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement ou une limitation du traitement de ces données. Si vous souhaitez faire valoir votre droit, veuillez nous contacter à l'adresse mail indiquée à la page «Contacts» de l'Observatoire DPE (<https://observatoire-dpe.ademe.fr/>).

Schéma des déperditions de chaleur



Performance de l'isolation

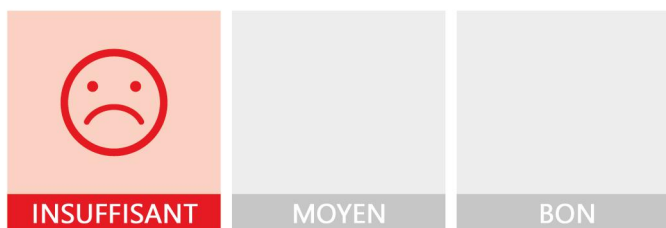


Système de ventilation en place



VMC SF Auto réglable de 1982 à 2000

Confort d'été (hors climatisation)*



Les caractéristiques de votre logement améliorant le confort d'été :



logement traversant



toiture isolée

Pour améliorer le confort d'été :



Équipez les fenêtres de votre logement de volets extérieurs ou brise-soleil.

Production d'énergies renouvelables

Ce logement n'est pas encore équipé de systèmes de production d'énergie renouvelable.

Diverses solutions existent :



pompe à chaleur



chauffe-eau thermodynamique



panneaux solaires photovoltaïques



panneaux solaires thermiques



géothermie
















réseau de chaleur ou de froid vertueux



chauffage au bois

*Le niveau de confort d'été présenté ici s'appuie uniquement sur les caractéristiques de votre logement (la localisation n'est pas prise en compte).

Montants et consommations annuels d'énergie

Usage	Consommation d'énergie (en kWh énergie primaire)	Frais annuels d'énergie (fourchette d'estimation*)	Répartition des dépenses
 chauffage	 Electrique 36 624 (15 924 é.f.)	entre 2 200 € et 2 990 €	 84 %
 eau chaude	 Electrique 5 341 (2 322 é.f.)	entre 320 € et 440 €	 12 %
 refroidissement			0 %
 éclairage	 Electrique 618 (269 é.f.)	entre 30 € et 60 €	 1 %
 auxiliaires	 Electrique 1 310 (569 é.f.)	entre 70 € et 110 €	 3 %
énergie totale pour les usages recensés :	43 893 kWh (19 084 kWh é.f.)	entre 2 620 € et 3 600 € par an	

Pour rester dans cette fourchette d'estimation, voir les recommandations d'usage ci-dessous

Conventionnellement, ces chiffres sont donnés pour une température de chauffage de 19° réduite à 16°C la nuit ou en cas d'absence du domicile, une climatisation réglée à 28° (si présence de clim), et une consommation d'eau chaude de 128ℓ par jour.

▲ Seules les consommations d'énergie nécessaires au chauffage, à la climatisation, à la production d'eau chaude sanitaire, à l'éclairage et aux auxiliaires (ventilateurs, pompes) sont prises en compte dans cette estimation. Les consommations liées aux autres usages (électroménager, appareils électroniques...) ne sont pas comptabilisées.

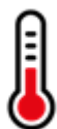
é.f. → énergie finale

Prix moyens des énergies indexés au 1er janvier 2021 (abonnements compris)

▲ Les factures réelles dépendront de nombreux facteurs : prix des énergies, météo de l'année (hiver froid ou doux...), nombre de personnes dans le logement et habitudes de vie, entretien des équipements....

Recommandations d'usage pour votre logement

Quelques gestes simples pour maîtriser votre facture d'énergie :



Température recommandée en hiver → 19°C

Chauffer à 19°C plutôt que 21°C, c'est -19% sur votre facture **soit -621€ par an**

Astuces

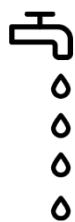
- Diminuez le chauffage quand vous n'êtes pas là.
- Chauffez les chambres à 17° la nuit.



Si climatisation, température recommandée en été → 28°C

Astuces

- Fermez les fenêtres et volets la journée quand il fait chaud.
- Aérez votre logement la nuit.



Consommation recommandée → 128ℓ/jour d'eau chaude à 40°C

Estimation faite par rapport à la surface de votre logement (2-3 personnes). Une douche de 5 minute = environ 40ℓ

53ℓ consommés en moins par jour, c'est -22% sur votre facture **soit -108€ par an**

Astuces





- Installez des mousseurs d'eau sur les robinets et un pommeau à faible débit sur la douche.
- Réduisez la durée des douches.








En savoir plus sur les bons réflexes d'économie d'énergie : france-renov.gouv.fr

Voir en annexe le descriptif détaillé du logement et de ses équipements

Vue d'ensemble du logement






	description	isolation
 Murs	Mur en blocs de béton creux d'épaisseur ≤ 20 cm avec un doublage rapporté avec isolation intérieure (5 cm) donnant sur l'extérieur Inconnu (à structure lourde) avec un doublage rapporté non isolé donnant sur un garage Mur en blocs de béton creux d'épaisseur ≤ 20 cm avec un doublage rapporté avec isolation intérieure donnant sur un local chauffé	insuffisante
 Plancher bas	Dalle béton non isolée donnant sur un terre-plein	insuffisante
 Toiture/plafond	Plafond structure inconnu (sous combles perdus) donnant sur un comble faiblement ventilé avec isolation intérieure (10 cm)	insuffisante
 Portes et fenêtres	Fenêtres battantes bois, double vitrage Portes-fenêtres battantes bois, double vitrage Porte(s) bois avec 30-60% de vitrage simple	insuffisante

Vue d'ensemble des équipements

	description
 Chauffage	Radiateur électrique à fluide caloporteur (modélisé comme un radiateur NFC, NF** et NF***) avec programmateur pièce par pièce (système individuel)
 Eau chaude sanitaire	Ballon électrique à accumulation vertical (catégorie B ou 2 étoiles), contenance ballon 200 L
 Climatisation	Néant
 Ventilation	VMC SF Auto réglable de 1982 à 2000
 Pilotage	Avec intermittence pièce par pièce avec minimum de température

Recommandations de gestion et d'entretien des équipements

Pour maîtriser vos consommations d'énergie, la bonne gestion et l'entretien régulier des équipements de votre logement sont essentiels.

	type d'entretien
 Chauffe-eau	Vérifier la température d'eau du ballon (55°C-60°C) pour éviter le risque de développement de la légionnelle (en dessous de 50°C).
 Eclairage	Eteindre les lumières lorsque personne n'utilise la pièce.
 Isolation	Faire vérifier les isolants et les compléter tous les 20 ans.
 Radiateur	Ne jamais placer un meuble devant un émetteur de chaleur.
 Ventilation	Nettoyage et réglage de l'installation tous les 3 ans par un professionnel. Nettoyer régulièrement les bouches. Veiller à ouvrir les fenêtres de chaque pièce très régulièrement

Recommandations d'amélioration de la performance






Des travaux peuvent vous permettre d'améliorer significativement l'efficacité énergétique de votre logement et ainsi de faire des économies d'énergie, d'améliorer son confort, de le valoriser et de le rendre plus écologique. Le pack ① de travaux vous permet de réaliser les travaux prioritaires, et le pack ② d'aller vers un logement très performant.



Si vous en avez la possibilité, il est plus efficace et rentable de procéder à une rénovation globale de votre logement (voir packs de travaux ① + ② ci-dessous). La rénovation performante par étapes est aussi une alternative possible (réalisation du pack ① avant le pack ②). Faites-vous accompagner par un professionnel compétent (bureau d'études, architecte, entreprise générale de travaux, groupement d'artisans...) pour préciser votre projet et coordonner vos travaux.




1**Les travaux essentiels**

Montant estimé : 30300 à 45400€

Lot	Description	Performance recommandée
 Mur	Isolation des murs par l'extérieur. Si un ravalement de façade est prévu, effectuer une isolation par l'extérieur avec des retours d'isolants au niveau des tableaux des baies quand cela est possible.  Travaux pouvant nécessiter une autorisation d'urbanisme	$R > 4,5 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$
 Plafond	Isolation des plafonds par l'extérieur.	$R > 7,5 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$
 Plancher	Isolation des planchers sous chape flottante. Avant d'isoler un plancher, vérifier qu'il ne présente aucune trace d'humidité.	$R > 3,5 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$
 Eau chaude sanitaire	Remplacer le système actuel par un appareil de type pompe à chaleur.	$\text{COP} = 3$

2**Les travaux à envisager**

Montant estimé : 15500 à 23200€

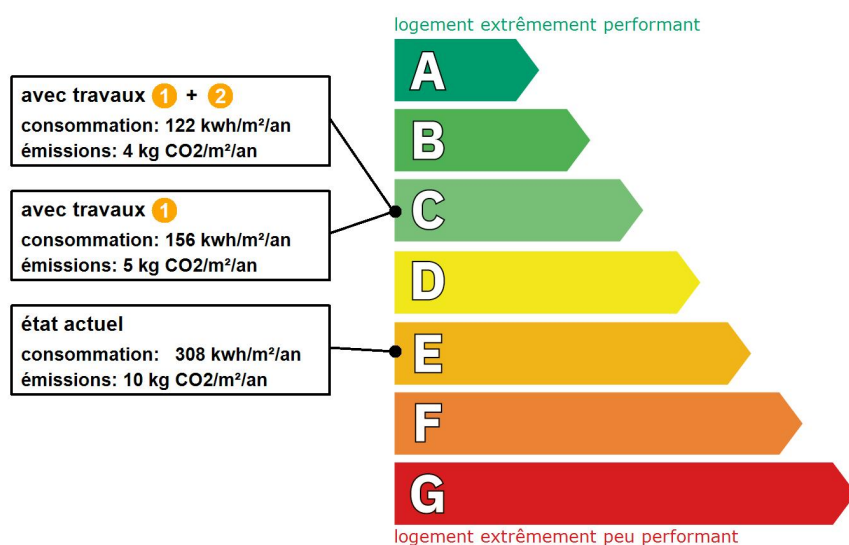
Lot	Description	Performance recommandée
 Portes et fenêtres	Remplacer les fenêtres par des fenêtres double vitrage à isolation renforcée. Remplacer les portes par des menuiseries plus performantes.  Travaux pouvant nécessiter une autorisation d'urbanisme	$U_w = 1,3 \text{ W/m}^2 \cdot \text{K}$, $S_w = 0,42$ $U_w = 1,3 \text{ W/m}^2 \cdot \text{K}$
 Eau chaude sanitaire	Mettre en place un système Solaire	

Commentaires :

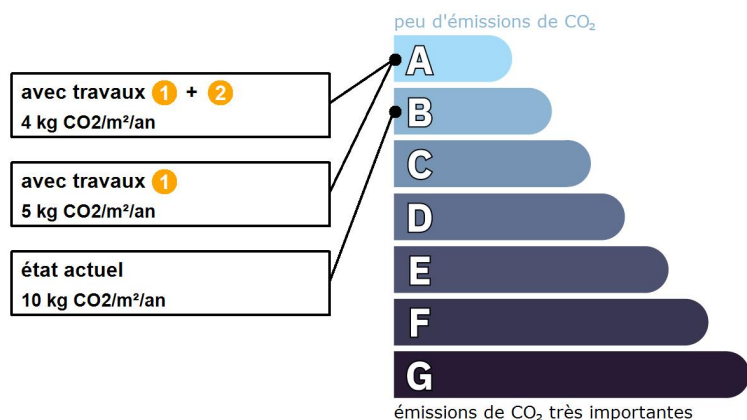
Néant

Recommandations d'amélioration de la performance (suite)

Évolution de la performance après travaux



Dont émissions de gaz à effet de serre



Préparez votre projet !

Contactez le conseiller France Rénov' le plus proche de chez vous, pour des conseils gratuits et indépendants sur vos choix de travaux et d'artisans :

<https://france-renov.gouv.fr/espaces-conseil-fr>

ou 0808 800 700 (prix d'un appel local)

Vous pouvez bénéficier d'aides, de primes et de subventions pour vos travaux :

<https://france-renov.gouv.fr/aides>



Pour répondre à l'urgence climatique et environnementale, la France s'est fixée pour objectif d'ici 2050 de rénover l'ensemble des logements à un haut niveau de performance énergétique.

À court terme, la priorité est donnée à la suppression des énergies fortement émettrices de gaz à effet de serre (fioul, charbon) et à l'éradication des « passoires énergétiques » d'ici 2028.

Fiche technique du logement

Cette fiche liste les caractéristiques techniques du bien diagnostiqué renseignées par le diagnostiqueur pour obtenir les résultats présentés dans ce document. En cas de problème, contactez la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée (diagnostiqueurs.din.developpement-durable.gouv.fr).

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :
DEKRA Certification - Immeuble la Boursidière - Porte I - Rue de La Boursidière 92350 LE PLESSIS-ROBINSON (détail sur www.info-certif.fr)

Référence du logiciel validé : LICIÉL Diagnostics v4 [Moteur TribuEnergie: 1.4.25.1]

Justificatifs fournis pour établir le DPE :

Référence du DPE : 796

Néant

Date de visite du bien : 05/06/2023

Invariant fiscal du logement : N/A

Référence de la parcelle cadastrale : Section cadastrale AP, Parcelle(s) n° 89








Méthode de calcul utilisée pour l'établissement du DPE : 3CL-DPE 2021

Numéro d'immatriculation de la copropriété : N/A

Explications personnalisées sur les éléments pouvant amener à des différences entre les consommations estimées et les consommations réelles :



Néant

Généralités


Donnée d'entrée	Origine de la donnée	Valeur renseignée
Département	 Observé / mesuré	94 Val de Marne
Altitude	 Donnée en ligne	92 m
Type de bien	 Observé / mesuré	Maison Individuelle
Année de construction	 Estimé	1983 - 1988
Surface habitable du logement	 Observé / mesuré	142,25 m²
Nombre de niveaux du logement	 Observé / mesuré	3
Hauteur moyenne sous plafond	 Observé / mesuré	2,3 m

Enveloppe

Donnée d'entrée	Origine de la donnée	Valeur renseignée
Mur 1 Nord	Surface du mur	 Observé / mesuré 38,78 m²
	Type de local adjacent	 Observé / mesuré l'extérieur
	Matériau mur	 Observé / mesuré Mur en blocs de béton creux
	Epaisseur mur	 Observé / mesuré ≤ 20 cm
	Isolation	 Observé / mesuré oui
	Epaisseur isolant	 Observé / mesuré 5 cm
	Doublage rapporté avec lame d'air	 Observé / mesuré plus de 15mm, bois, plâtre ou brique
Mur 2 Sud	Surface du mur	 Observé / mesuré 56,79 m²
	Type de local adjacent	 Observé / mesuré l'extérieur
	Matériau mur	 Observé / mesuré Mur en blocs de béton creux
	Epaisseur mur	 Observé / mesuré ≤ 20 cm
	Isolation	 Observé / mesuré oui
	Epaisseur isolant	 Observé / mesuré 5 cm
	Doublage rapporté avec lame d'air	 Observé / mesuré plus de 15mm, bois, plâtre ou brique
Mur 3 Ouest	Surface du mur	 Observé / mesuré 16,6 m²
	Type de local adjacent	 Observé / mesuré un garage
	Surface Aiu	 Observé / mesuré 16.6 m²
	Etat isolation des parois Aiu	 Observé / mesuré isolé
	Surface Aue	 Observé / mesuré 16.42 m²
	Etat isolation des parois Aue	 Observé / mesuré isolé
	Matériau mur	 Observé / mesuré Inconnu (à structure lourde)
	Isolation	 Observé / mesuré non

	Doublage rapporté avec lame d'air	 Observé / mesuré	plus de 15mm, bois, plâtre ou brique
	Umur0 (paroi inconnue)	 Valeur par défaut	2,5 W/m².K
Mur 4 Ouest	Surface du mur	 Observé / mesuré	35,19 m²
	Type de local adjacent	 Observé / mesuré	un local chauffé
	Matériau mur	 Observé / mesuré	Mur en blocs de béton creux
	Epaisseur mur	 Observé / mesuré	≤ 20 cm
	Isolation	 Observé / mesuré	oui
	Epaisseur isolant	 Observé / mesuré	5 cm
	Doublage rapporté avec lame d'air	 Observé / mesuré	plus de 15mm, bois, plâtre ou brique
Mur 5 Est	Surface du mur	 Observé / mesuré	52,78 m²
	Type de local adjacent	 Observé / mesuré	l'extérieur
	Matériau mur	 Observé / mesuré	Mur en blocs de béton creux
	Epaisseur mur	 Observé / mesuré	≤ 20 cm
	Isolation	 Observé / mesuré	oui
	Epaisseur isolant	 Observé / mesuré	5 cm
	Doublage rapporté avec lame d'air	 Observé / mesuré	plus de 15mm, bois, plâtre ou brique
Plancher	Surface de plancher bas	 Observé / mesuré	42,2 m²
	Type de local adjacent	 Observé / mesuré	un terre-plein
	Etat isolation des parois Aue	 Observé / mesuré	non isolé
	Périmètre plancher bâtiment déperditif	 Observé / mesuré	26.34 m
	Surface plancher bâtiment déperditif	 Observé / mesuré	42.2 m²
	Type de pb	 Observé / mesuré	Dalle béton
	Isolation: oui / non / inconnue	 Observé / mesuré	non
Plafond	Surface de plancher haut	 Observé / mesuré	100 m²
	Type de local adjacent	 Observé / mesuré	un comble faiblement ventilé
	Surface Aiu	 Observé / mesuré	100 m²
	Surface Aue	 Observé / mesuré	100 m²
	Etat isolation des parois Aue	 Observé / mesuré	non isolé
	Type de ph	 Observé / mesuré	Plafond structure inconnu (en combles)
	Isolation	 Observé / mesuré	oui
	Epaisseur isolant	 Observé / mesuré	10 cm
Fenêtre 1 Nord	Surface de baies	 Observé / mesuré	1,16 m²
	Placement	 Observé / mesuré	Mur 1 Nord
	Orientation des baies	 Observé / mesuré	Nord
	Inclinaison vitrage	 Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	 Observé / mesuré	Fenêtres battantes
	Type menuiserie	 Observé / mesuré	Bois
	Type de vitrage	 Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	 Observé / mesuré	6 mm
	Présence couche peu émissive	 Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	 Observé / mesuré	Argon / Krypton
	Positionnement de la menuiserie	 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Retour isolation autour menuiserie	 Observé / mesuré	oui
	Largeur du dormant menuiserie	 Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de masques proches	 Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	 Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Fenêtre 2 Nord	Surface de baies	 Observé / mesuré	1,88 m²
	Placement	 Observé / mesuré	Mur 1 Nord
	Orientation des baies	 Observé / mesuré	Nord
	Inclinaison vitrage	 Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	 Observé / mesuré	Fenêtres battantes
	Type menuiserie	 Observé / mesuré	Bois

	Type de vitrage	 Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	 Observé / mesuré	6 mm
	Présence couche peu émissive	 Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	 Observé / mesuré	Argon / Krypton
	Positionnement de la menuiserie	 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Retour isolation autour menuiserie	 Observé / mesuré	oui
	Largeur du dormant menuiserie	 Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de masques proches	 Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	 Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Fenêtre 3 Nord	Surface de baies	 Observé / mesuré	5,31 m²
	Placement	 Observé / mesuré	Mur 1 Nord
	Orientation des baies	 Observé / mesuré	Nord
	Inclinaison vitrage	 Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	 Observé / mesuré	Fenêtres battantes
	Type menuiserie	 Observé / mesuré	Bois
	Type de vitrage	 Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	 Observé / mesuré	6 mm
	Présence couche peu émissive	 Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	 Observé / mesuré	Argon / Krypton
	Positionnement de la menuiserie	 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	 Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de masques proches	 Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	 Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Fenêtre 4 Sud	Surface de baies	 Observé / mesuré	2,32 m²
	Placement	 Observé / mesuré	Mur 2 Sud
	Orientation des baies	 Observé / mesuré	Sud
	Inclinaison vitrage	 Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	 Observé / mesuré	Fenêtres battantes
	Type menuiserie	 Observé / mesuré	Bois
	Type de vitrage	 Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	 Observé / mesuré	6 mm
	Présence couche peu émissive	 Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	 Observé / mesuré	Argon / Krypton
	Positionnement de la menuiserie	 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Retour isolation autour menuiserie	 Observé / mesuré	oui
	Largeur du dormant menuiserie	 Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de masques proches	 Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	 Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Fenêtre 5 Sud	Surface de baies	 Observé / mesuré	3 m²
	Placement	 Observé / mesuré	Mur 2 Sud
	Orientation des baies	 Observé / mesuré	Sud
	Inclinaison vitrage	 Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	 Observé / mesuré	Fenêtres battantes
	Type menuiserie	 Observé / mesuré	Bois
	Type de vitrage	 Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	 Observé / mesuré	6 mm
	Présence couche peu émissive	 Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	 Observé / mesuré	Argon / Krypton
	Positionnement de la menuiserie	 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Retour isolation autour menuiserie	 Observé / mesuré	oui
	Largeur du dormant menuiserie	 Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de masques proches	 Observé / mesuré	Absence de masque proche

Fenêtre 6 Sud	Type de masques lointains	 Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	Surface de baies	 Observé / mesuré	0,61 m²
	Placement	 Observé / mesuré	Mur 2 Sud
	Orientation des baies	 Observé / mesuré	Sud
	Inclinaison vitrage	 Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	 Observé / mesuré	Fenêtres battantes
	Type menuiserie	 Observé / mesuré	Bois
	Type de vitrage	 Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	 Observé / mesuré	6 mm
	Présence couche peu émissive	 Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	 Observé / mesuré	Argon / Krypton
	Positionnement de la menuiserie	 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Retour isolation autour menuiserie	 Observé / mesuré	oui
	Largeur du dormant menuiserie	 Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de masques proches	 Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	 Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Porte-fenêtre Nord	Surface de baies	 Observé / mesuré	4,77 m²
	Placement	 Observé / mesuré	Mur 1 Nord
	Orientation des baies	 Observé / mesuré	Nord
	Inclinaison vitrage	 Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	 Observé / mesuré	Portes-fenêtres battantes
	Type menuiserie	 Observé / mesuré	Bois
	Type de vitrage	 Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	 Observé / mesuré	6 mm
	Présence couche peu émissive	 Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	 Observé / mesuré	Argon / Krypton
	Positionnement de la menuiserie	 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Retour isolation autour menuiserie	 Observé / mesuré	oui
	Largeur du dormant menuiserie	 Observé / mesuré	Lp: 10 cm
	Type de masques proches	 Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	 Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Porte	Surface de porte	 Observé / mesuré	1,91 m²
	Placement	 Observé / mesuré	Mur 1 Nord
	Type de local adjacent	 Observé / mesuré	l'extérieur
	Nature de la menuiserie	 Observé / mesuré	Porte simple en bois
	Type de porte	 Observé / mesuré	Porte avec 30-60% de vitrage simple
	Positionnement de la menuiserie	 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Retour isolation autour menuiserie	 Observé / mesuré	oui
	Largeur du dormant menuiserie	 Observé / mesuré	Lp: 10 cm
Pont Thermique 1	Type PT	 Observé / mesuré	Mur 1 Nord / Plancher Int.
	Type isolation	 Observé / mesuré	ITI / non isolé
	Longueur du PT	 Observé / mesuré	16,9 m
Pont Thermique 2	Type PT	 Observé / mesuré	Mur 1 Nord / Plancher
	Type isolation	 Observé / mesuré	ITI / non isolé
	Longueur du PT	 Observé / mesuré	23,4 m
Pont Thermique 3	Type PT	 Observé / mesuré	Mur 2 Sud / Plancher Int.
	Type isolation	 Observé / mesuré	ITI / non isolé
	Longueur du PT	 Observé / mesuré	16,9 m
Pont Thermique 4	Type PT	 Observé / mesuré	Mur 2 Sud / Plancher
	Type isolation	 Observé / mesuré	ITI / non isolé
	Longueur du PT	 Observé / mesuré	27,3 m
Pont Thermique 5	Type PT	 Observé / mesuré	Mur 3 Ouest / Plancher Int.

Pont Thermique 6	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	non isolé / non isolé
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	7,2 m
	Type PT	🔍	Observé / mesuré	Mur 3 Ouest / Plancher
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	non isolé / non isolé
Pont Thermique 7	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	7,2 m
	Type PT	🔍	Observé / mesuré	Mur 5 Est / Plancher Int.
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI / non isolé
Pont Thermique 8	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	23 m
	Type PT	🔍	Observé / mesuré	Mur 5 Est / Plancher
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI / non isolé
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	23 m

Systèmes

Donnée d'entrée	Origine de la donnée	Valeur renseignée
Ventilation	Type de ventilation	🔍 Observé / mesuré VMC SF Auto réglable de 1982 à 2000
	Année installation	❌ Valeur par défaut 1983 - 1988
	Energie utilisée	🔍 Observé / mesuré Electrique
	Façades exposées	🔍 Observé / mesuré plusieurs
	Logement Traversant	🔍 Observé / mesuré oui
Chauffage	Type d'installation de chauffage	🔍 Observé / mesuré Installation de chauffage simple
	Type générateur	🔍 Observé / mesuré Electrique - Radiateur électrique à fluide caloporteur (modélisé comme un radiateur NFC, NF** et NF***)
	Année installation générateur	🔍 Observé / mesuré 2022
	Energie utilisée	🔍 Observé / mesuré Electrique
	Type émetteur	🔍 Observé / mesuré Radiateur électrique à fluide caloporteur (modélisé comme un radiateur NFC, NF** et NF***)
	Année installation émetteur	🔍 Observé / mesuré 2022
	Type de chauffage	🔍 Observé / mesuré divisé
Eau chaude sanitaire	Equipement intermittence	🔍 Observé / mesuré Avec intermittence pièce par pièce avec minimum de température
	Nombre de niveaux desservis	🔍 Observé / mesuré 3
	Type générateur	🔍 Observé / mesuré Electrique - Ballon électrique à accumulation vertical (catégorie B ou 2 étoiles)
	Année installation générateur	❌ Valeur par défaut 1983 - 1988
	Energie utilisée	🔍 Observé / mesuré Electrique
	Chaudière murale	🔍 Observé / mesuré non
	Type de distribution	🔍 Observé / mesuré production en volume habitable alimentant des pièces contiguës
	Type de production	🔍 Observé / mesuré accumulation
	Volume de stockage	🔍 Observé / mesuré 200 L

Références réglementaires utilisées :

Article L134-4-2 du CCH, décret n° 2011-807 du 5 juillet 2011, arrêtés du 31 mars 2021, 8 octobre 2021 et du 17 juin 2021 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et relatif à l'utilisation réglementaire des logiciels pour l'élaboration des diagnostics de performance énergétique, décret n°2008-461 du 15 mai 2008, arrêtés du 16 mars 2023 décret 2020-1610, 2020-1609, 2006-1114, 2008-1175 ; Ordonnance 2005-655 art L271-4 à 6 ; Loi 2004-1334 art L134-1 à 5 ; décret 2006-1147 art R.134-1 à 5 du CCH et loi grenelle 2 n°2010-786 du juillet 2010.

Informations société : RS DIAG IMMOBILIER 3 rue LOUISE michel 77280 OTHIS

Tél. : 0636154682 - N°SIREN : 878953645 - Compagnie d'assurance : diagnostics n° 2011942

À l'attention du propriétaire du bien au moment de la réalisation du DPE :

Dans le cadre du Règlement général sur la protection des données (RGPD), l'Ademe vous informe que vos données personnelles (Nom-Prénom-Adresse) sont stockées dans la base de données de l'observatoire DPE à des fins de contrôles ou en cas de contestations ou de procédures judiciaires. Ces données sont stockées jusqu'à la date de fin de validité du DPE.

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement ou une limitation du traitement de ces données. Si vous souhaitez faire valoir votre droit, veuillez nous contacter à l'adresse mail indiquée à la page «Contacts» de l'Observatoire DPE (<https://observatoire-dpe.ademe.fr/>).

N°ADEME

[2394E2004424Y](#)



CERTIFICAT

DE COMPETENCES

Diagnosticqueur immobilier certifié

DEKRA Certification certifie que Monsieur

Rachid SOUAKRI

est titulaire du certificat de compétences N°DT13496 pour :

Constat de risque d'exposition au plomb du 15/10/2018 au 14/10/2023

Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des constats de risque d'exposition au plomb ou agréés pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011

Diagnostic amiante sans mention du 22/11/2018 au 21/11/2023

Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant des repérages et d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification

Diagnostic amiante avec mention du 17/11/2020 au 21/11/2023

Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 25 mars 2019

Etat relatif à la présence de termites (France Métropolitaine) du 22/10/2018 au 21/10/2023

Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification modifiés par les arrêtés des 14 décembre 2009 et du 7 décembre 2011

Diagnostic de performance énergétique du 15/01/2019 au 14/01/2024

Arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique et les critères d'accréditation des organismes de certification modifiés par les arrêtés des 08 décembre 2009 et du 13 décembre 2011

Etat de l'installation intérieure de gaz du 21/11/2018 au 20/11/2023

Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification modifiés par les arrêtés des 15 décembre 2009 et 15 décembre 2011

Etat de l'installation intérieure d'électricité du 31/10/2018 au 30/10/2023

Arrêté du 8 juillet 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification modifiés par les arrêtés des 10 décembre 2009 et 2 décembre 2011

Ces compétences répondent aux exigences de compétences définies en vertu du code de la construction et de l'habitation (art. L.271-4 et suivants, R.271-1 et suivants ainsi que leurs arrêtés d'application*) pour les diagnostics réglementaires. La preuve de conformité a été apportée par l'évaluation de certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient pleinement satisfaisants.



Yvan MAINGUY
Directeur Général
Le Plessis-Robinson, le 18/11/2020



Accréditation n° 4-0081
Portée disponible
sur www.cofrac.fr

Le non-respect des clauses contractuelles peut rendre ce certificat invalide

DEKRA Certification SAS – www.dekra-certification.fr
Immeuble La Boursidière - Porte I - Rue de la Boursidière - 92350 Le Plessis-Robinson – France



Etat de l'Installation Intérieure d'Electricité

Numéro de dossier : 796
 Date du repérage : 05/06/2023
 Heure d'arrivée : 11 h 00
 Durée du repérage : 02 h 05

La présente mission consiste à établir, suivant l'arrêté du 28 septembre 2017, le Décret n°2016-1105 du 11 août 2016 et la Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014, l'état de l'installation électrique prévu à l'article 3-3 de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs. Il concerne les locaux d'habitation comportant une installation intérieure d'électricité réalisée depuis plus de quinze ans. Il est réalisé suivant l'arrêté du 28 septembre 2017 et du 4 avril 2011, en vue d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes. (Application des articles L. 134-7 du code de la construction et de l'habitation). Cet état de l'installation intérieure d'électricité a une durée de validité de 6 ans. En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

1. - Désignation et description du local d'habitation et de ses dépendances

Localisation du local d'habitation et de ses dépendances :

Type d'immeuble : **Maison individuelle**

Adresse : **19 impasse du verger**

Commune : **94800 VILLEJUIF**

Département : **Val-de-Marne**

Référence cadastrale : **Section cadastrale AP, Parcelle(s) n° 89, identifiant fiscal : N/A**

Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :

Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété

Périmètre de repérage : **PAVILLON**

Année de construction : **< 1997**

Année de l'installation : **< 1997**

Distributeur d'électricité : **Engie**

Parties du bien non visitées : **Néant**

2. - Identification du donneur d'ordre

Identité du donneur d'ordre :

Nom et prénom : **indivision Maria, Bonifacio, Domenico**

Adresse : **19 impasse du verger**

94800 VILLEJUIF

Téléphone et adresse internet : .. **Non communiquées**

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **Propriétaire**

Propriétaire du local d'habitation et de ses dépendances:

Nom et prénom : **indivision Maria, Bonifacio, Domenico**

Adresse : **19 impasse du verger**

94800 VILLEJUIF

3. - Identification de l'opérateur ayant réalisé l'intervention et signé le rapport

Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom et prénom : **SOUAKRI Rachid**

Raison sociale et nom de l'entreprise : **RS DIAG IMMOBILIER**

Adresse : **3 rue LOUISE michel**

77280 OTHIS

Numéro SIRET : **87895364500016**

Désignation de la compagnie d'assurance : .. **diagnos**

Etat de l'Installation Intérieure d'Electricité n° 796



Numéro de police et date de validité :..... **2011942 - 31/12/2023**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **DEKRA Certification** le **31/10/2018** jusqu'au **30/10/2023**. (Certification de compétence **DTI3496**)

4. – Rappel des limites du champ de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :


- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits;

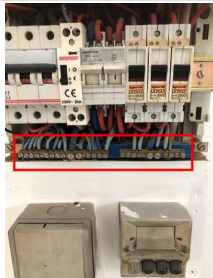
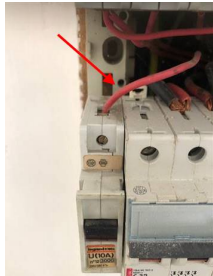



5. – Conclusion relative à l'évaluation des risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes

- ☐ **L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie.**
- ☒ **L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.**

Anomalies avérées selon les domaines suivants :

- ☐ L'appareil général de commande et de protection et de son accessibilité.
- ☒ Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre.
- ☒ Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
- ☒ La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire.
- ☒ Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs.
- ☒ Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.

Domaines	Anomalies	Photo
2. Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation - Installation de mise à la terre	Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre.	

Domaines	Anomalies	Photo
3. Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit	Plusieurs circuits disposent d'un conducteur neutre commun dont les conducteurs ne sont pas correctement protégés contre les surintensités.	
	La section des conducteurs de la canalisation d'alimentation d'au moins un tableau n'est pas en adéquation avec le courant assigné du dispositif de protection placé immédiatement en amont ou avec le courant de réglage du disjoncteur de branchement placé immédiatement en amont.	
4. La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones). Remarques : Absence de DDHS 30 mA	
5. Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs	L'Enveloppe d'au moins un matériel est manquante ou détériorée.	
	L'installation électrique comporte au moins une connexion avec une partie active nue sous tension accessible.	
6. Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage	L'installation comporte au moins un matériel électrique vétuste.	

Etat de l'Installation Intérieure d'Electricité n° 796

Domaines	Anomalies	Photo
5. Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs	Au moins un conducteur isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte ou une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le matériel électrique qu'il alimente.	

Anomalies relatives aux installations particulières :

- ☐ Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement.
- ☐ Piscine privée, ou bassin de fontaine

Informations complémentaires :

- ☒ Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

Domaines	Informations complémentaires	Photo
IC. Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité	Il n'y a aucun dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA	
	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur	
	Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm.	

6. – Avertissement particulier**Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés**

Domaines	Points de contrôle
4. La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire	Caractéristiques techniques Point à vérifier : Section satisfaisante de la partie visible du conducteur de liaison équipotentielle supplémentaire
	Adaptation de la tension d'alimentation des matériels électriques en fonction de leurs emplacements Point à vérifier : Matériel électrique BT (>50 VAC ou >120 VCC) placé sous la baignoire accessible qu'en retirant le tablier ou la trappe à l'aide d'un outil

Etat de l'Installation Interieure d'Electricité n° 796

Domaines	Points de contrôle
5. Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs	Caractéristiques techniques Point à vérifier : Aucunes parties actives accessibles alimentés sous une tension > 25 VAC ou > 60 VDC ou non TBTS

Parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification :

Néant

7. - Conclusion relative à l'évaluation des risques relevant du devoir de conseil de professionnel

Il est conseillé de faire réaliser, dans les meilleurs délais et par un installateur électricien qualifié, les travaux permettant de lever au moins les anomalies relevées.

Certains points de contrôles n'ont pu être effectués. De ce fait la responsabilité du propriétaire reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident ayant pour origine une défaillance de toute ou partie de l'installation n'ayant pu être contrôlée

Néant

*Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **DEKRA Certification - Immeuble la Boursidière - Porte I - Rue de La Boursidière 92350 LE PLESSIS-ROBINSON (détail sur www.info-certif.fr)***

Dates de visite et d'établissement de l'état :

Visite effectuée le : **05/06/2023**

Etat rédigé à **VILLEJUIF**, le **05/06/2023**

Par : SOUAKRI Rachid

Cachet de l'entreprise

RS DIAG IMMOBILIER
3 rue Louise Michel 77280 OTHIS
Tél : 06.36.15.46.82
rs.diag.immobilier@gmail.com
siret: 878 953 645 00016
R.C.S. Meaux/ SASU capital 4000€

Etat de l'Installation Intérieure d'Electricité n° 796**8. – Explications détaillées relatives aux risques encourus****Objectif des dispositions et description des risques encourus**

Appareil général de commande et de protection : Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.

Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique.

Protection différentielle à l'origine de l'installation : Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique.

Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Prise de terre et installation de mise à la terre : Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.

L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Protection contre les surintensités : Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.

L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.

Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Matériels électriques présentant des risques de contact direct : Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage : Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives : Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

Piscine privée ou bassin de fontaine : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Informations complémentaires

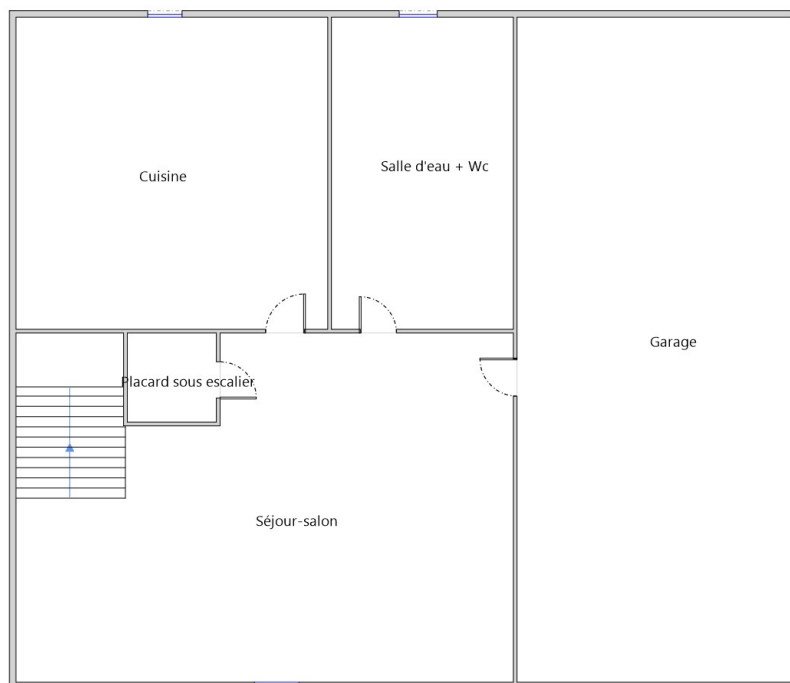
Objectif des dispositions et description des risques encourus

Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant l'ensemble de l'installation électrique

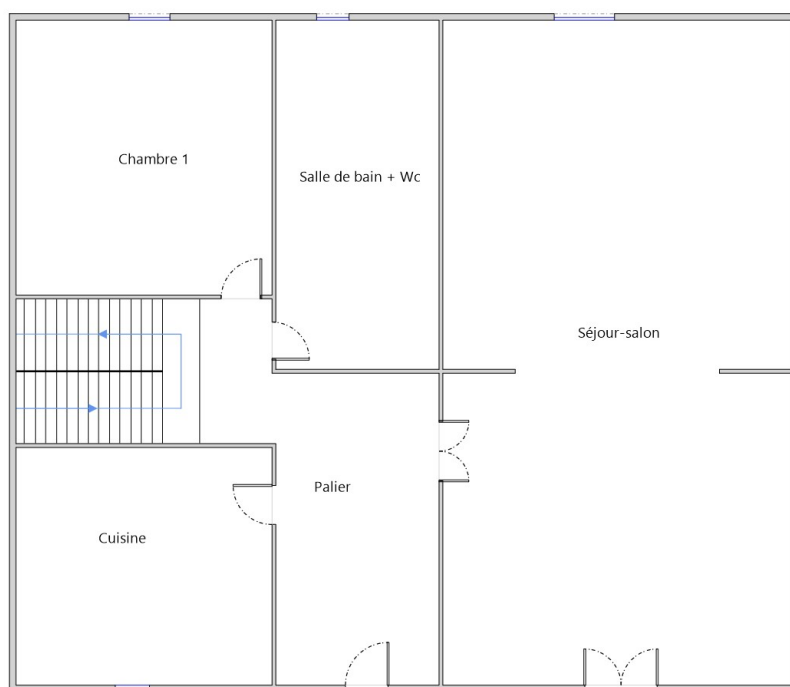
: L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Socles de prise de courant de type à obturateurs : Socles de prise de courant de type à obturateurs : l'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.

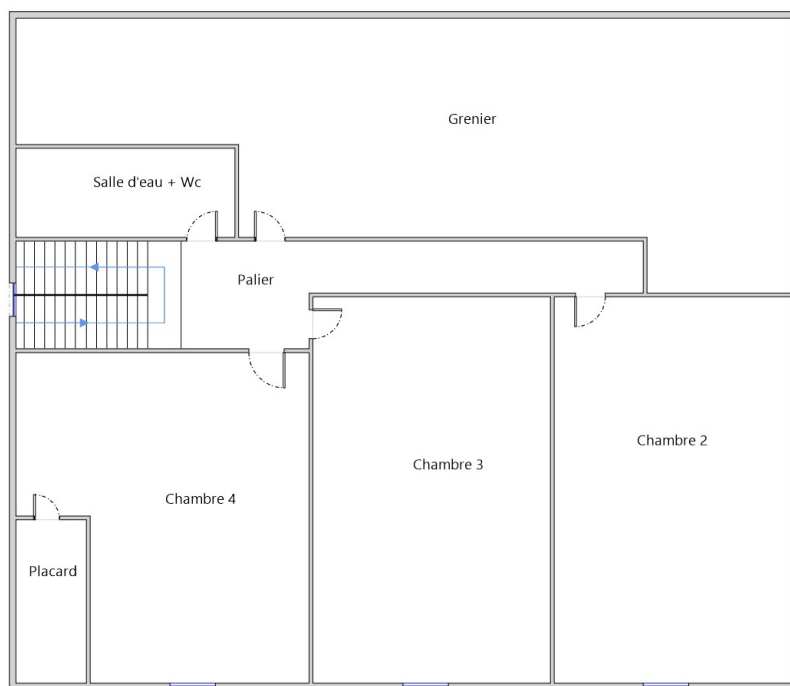
Socles de prise de courant de type à puits : La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiche mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

Annexe - Croquis de repérage

Rez-de-jardin



Rez-de-chaussée



1er Etage

Combles non habitables



Combles

Annexe - Photos



Photo du Compteur électrique

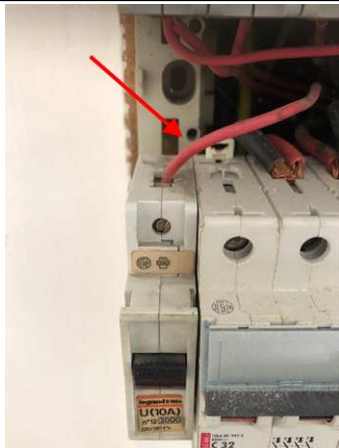


Photo PhEle001

Libellé de l'anomalie : B4.3 f2 La section des conducteurs de la canalisation d'alimentation d'au moins un tableau n'est pas en adéquation avec le courant assigné du dispositif de protection placé immédiatement en amont ou avec le courant de réglage du disjoncteur de branchement placé immédiatement en amont.

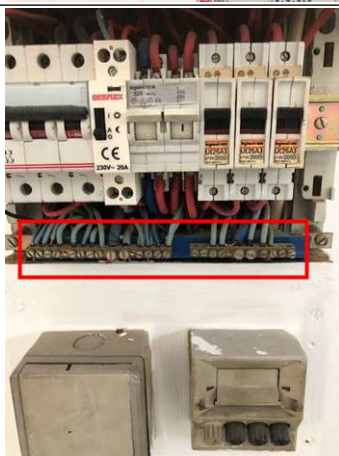


Photo PhEle002

Libellé de l'anomalie : B4.3 c Plusieurs circuits disposent d'un conducteur neutre commun dont les conducteurs ne sont pas correctement protégés contre les surintensités.



Photo PhEle003

Libellé de l'anomalie : B7.3 a L'Enveloppe d'au moins un matériel est manquante ou détériorée.

Etat de l'Installation Intérieure d'Electricité n° 796

Photo PhEle004

Libellé de l'anomalie : B8.3 e Au moins un conducteur isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte ou une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le matériel électrique qu'il alimente.



Photo PhEle005

Libellé de l'anomalie : B7.3 d L'installation électrique comporte au moins une connexion avec une partie active nue sous tension accessible.



Photo PhEle006



Libellé de l'anomalie : B8.3 a L'installation comporte au moins un matériel électrique vétuste.



Photo PhEle007

Libellé de l'anomalie : B3.3.6 a1 Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre.

Etat de l'Installation Intérieure d'Electricité n° 796

	<p>Photo PhEle008 Libellé de l'information complémentaire : B11 b2 Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur</p>
	<p>Photo PhEle009 Libellé de l'information complémentaire : B11 c2 Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm.</p>

Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)

L'électricité constitue un danger invisible, inodore et silencieux et c'est pourquoi il faut être vigilant quant aux risques qu'elle occasionne (incendie, électrisation, électrocution). Restez toujours attentif à votre installation électrique, vérifiez qu'elle soit et reste en bon état.

Pour limiter les risques, il existe des moyens de prévention simples :

- Ne jamais manipuler une prise ou un fil électrique avec des mains humides
- Ne jamais tirer sur un fil électrique pour le débrancher
- Débrancher un appareil électrique avant de le nettoyer
- Ne jamais toucher les fiches métalliques d'une prise de courant
- Ne jamais manipuler un objet électrique sur un sol humide ou mouillé



Rapport de l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment

Numéro de dossier : 796
 Norme méthodologique employée : AFNOR NF P 03-201 – Février 2016
 Date du repérage : 05/06/2023
 Heure d'arrivée : 11 h 00
 Temps passé sur site : 02 h 05

A. - Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Département : **Val-de-Marne**

Adresse : **19 impasse du verger**

Commune : **94800 VILLEJUIF**

Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :

..... **Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété**

Section cadastrale AP, Parcelle(s) n° 89

Informations collectées auprès du donneur d'ordre :

☐ **Présence de traitements antérieurs contre les termites**

☐ **Présence de termites dans le bâtiment**

☐ **Fourniture de la notice technique relatif à l'article R 131-3 du CCH si date du dépôt de la demande de permis de construire ou date d'engagement des travaux postérieure au 01/11/2006**

Documents fournis:

..... **Néant**

Désignation du (ou des) bâtiment(s) et périmètre de repérage :

..... **Habitation (maison individuelle)**

..... **PAVILLON**

Situation du bien en regard d'un arrêté préfectoral pris en application de l'article L 131-5 du CCH :

..... **Néant**

B. - Désignation du client

Désignation du client :

Nom et prénom : **indivision Maria, Bonifacio, Domenico**

Adresse : **19 impasse du verger 94800 VILLEJUIF**

Si le client n'est pas le donneur d'ordre :

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **Propriétaire**

Nom et prénom : **indivision Maria, Bonifacio, Domenico**

Adresse : **19 impasse du verger**

94800 VILLEJUIF

C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic

Etat relatif à la présence de termites n° 796*Identité de l'opérateur de diagnostic :*Nom et prénom :..... **SOUAKRI Rachid**Raison sociale et nom de l'entreprise :..... **RS DIAG IMMOBILIER**Adresse :..... **3 rue LOUISE michel
77280 OTHIS**Numéro SIRET :..... **87895364500016**Désignation de la compagnie d'assurance :... **diagnos**Numéro de police et date de validité :..... **2011942 - 31/12/2023**Certification de compétence **DTI3496** délivrée par : **DEKRA Certification**, le **22/10/2018**

Etat relatif à la présence de termites n° 796

D. - Identification des bâtiments et des parties de bâtiments visités et des éléments infestés ou ayant été infestés par les termites et ceux qui ne le sont pas :

Liste des pièces visitées :

Rez de jardin - Garage,
Rez de jardin - Séjour-salon,
Rez de jardin - Placard sous escalier,
Rez de jardin - Cuisine,
Rez de jardin - Salle d'eau + Wc,
Rez de chaussée - Palier,
Rez de chaussée - Chambre 1,
Rez de chaussée - Salle de bain + Wc,
Rez de chaussée - Séjour-salon,

Rez de chaussée - Cuisine,
1er étage - Palier,
1er étage - Salle d'eau + Wc,
1er étage - Grenier,
1er étage - Chambre 2,
1er étage - Chambre 3,
1er étage - Chambre 4,
1er étage - Placard,
Combles - Combles non habitables

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)
Rez de jardin		
Garage	Sol - Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites
	Mur - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Séjour-salon	Sol - Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites
	Mur - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Placard sous escalier	Sol - Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites
	Mur - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Cuisine	Sol - Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites
	Mur - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Salle d'eau + Wc	Sol - Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites
	Mur - Plâtre et peinture et faïence	Absence d'indices d'infestation de termites
	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Rez de chaussée		
Palier	Sol - Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites
	Mur - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Chambre 1	Sol - Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites
	Mur - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Salle de bain + Wc	Sol - Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites
	Mur - Plâtre et peinture et faïence	Absence d'indices d'infestation de termites
	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Séjour-salon	Sol - Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites
	Mur - Plâtre et papier peint	Absence d'indices d'infestation de termites
	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Cuisine	Sol - Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites
	Mur - Plâtre et peinture et faïence	Absence d'indices d'infestation de termites
	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
1er étage		
Palier	Sol - Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites
	Mur - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Salle d'eau + Wc	Sol - Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites
	Mur - Plâtre et peinture et faïence	Absence d'indices d'infestation de termites
	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Grenier	Sol - Béton	Absence d'indices d'infestation de termites

Etat relatif à la présence de termites n° 796

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)
Chambre 2	Mur - parpaings	Absence d'indices d'infestation de termites
	Plafond - Plâtre	Absence d'indices d'infestation de termites
	Sol - Parquet	Absence d'indices d'infestation de termites
	Mur - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Chambre 3	Sol - Parquet	Absence d'indices d'infestation de termites
	Mur - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Chambre 4	Sol - Parquet	Absence d'indices d'infestation de termites
	Mur - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Placard	Sol - Moquette collée	Absence d'indices d'infestation de termites
	Mur - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Combles		
Combles non habitables	Sol - Isolation	Absence d'indices d'infestation de termites
	Plafond - tuiles	Absence d'indices d'infestation de termites

(1) Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment.

(2) Identifier notamment : ossature, murs, planchers, escaliers, boiseries, plinthes, charpentes...

(3) Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature et la localisation.

E. – Catégories de termites en cause :

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016) et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007.

La recherche de termites porte sur différentes catégories de termites :

- **Les termites souterrains**, regroupant cinq espèces identifiées en France métropolitaine (*Reticulitermes flavipes*, *reticulitermes lucifugus*, *reticulitermes banyulensis*, *reticulitermes grassei* et *reticulitermes urbis*) et deux espèces supplémentaires dans les DOM (*Coptotermes* et *heterotermes*),

- **Les termites de bois sec**, regroupant les *kalotermes flavicolis* présent surtout dans le sud de la France métropolitaine et les *Cryptotermes* présent principalement dans les DOM et de façon ponctuelle en métropole.

- **Les termites arboricoles**, appartiennent au genre *Nasutitermes* présent presque exclusivement dans les DOM.

Les principaux indices d'une infestation sont :

- Altérations dans le bois,
- Présence de termites vivants,
- Présence de galeries-tunnels (cordonnets) ou concrétions,
- Cadavres ou restes d'individus reproducteurs,
- Présence d'orifices obturés ou non.

Rappels réglementaires :

L 131-3 du CCH : Lorsque, dans une ou plusieurs communes, des foyers de termites sont identifiés, un arrêté préfectoral, pris sur proposition ou après consultation des conseils municipaux intéressés, délimite les zones contaminées ou susceptibles de l'être à court terme. Lorsque, dans une ou plusieurs communes, des foyers de mэрule sont identifiés, un arrêté préfectoral, consultable en préfecture, pris sur proposition ou après consultation des conseils municipaux intéressés, délimite les zones de présence d'un risque de mэрule.

Article L126-24 du CCH : En cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti situé dans une zone délimitée en application du premier alinéa de l'article L. 131-3, un état relatif à la présence de termites est produit dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles L. 271-4 à L. 271-6.

Article L 112-17 du CCH : Les règles de construction et d'aménagement applicables aux ouvrages et locaux de toute nature quant à leur résistance aux termites et aux autres insectes xylophages sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Ces règles peuvent être adaptées à la

Etat relatif à la présence de termites n° 796



situation particulière de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte et de Saint-Martin.

F. – Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être visités et justification :

Néant

G. - Identification des ouvrages, parties d'ouvrages et éléments qui n'ont pas été examinés et justification :

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Motif
Rez de jardin - Garage	Mur porteur	Les murs sont doublés
	Présence de meubles/objets non déplaçables	
Rez de jardin - Séjour-salon	Mur porteur	Les murs sont doublés
	Présence de meubles/objets non déplaçables	
Rez de jardin - Placard sous escalier	Mur porteur	Les murs sont doublés
	Présence de meubles/objets non déplaçables	
Rez de jardin - Cuisine	Mur porteur	Les murs sont doublés
	Présence de meubles/objets non déplaçables	
Rez de jardin - Salle d'eau + Wc	Mur porteur	Les murs sont doublés
	Présence de meubles/objets non déplaçables	
Rez de chaussée - Palier	Mur porteur	Les murs sont doublés
	Présence de meubles/objets non déplaçables	
Rez de chaussée - Chambre 1	Mur porteur	Les murs sont doublés
	Présence de meubles/objets non déplaçables	
Rez de chaussée - Salle de bain + Wc	Mur porteur	Les murs sont doublés
	Présence de meubles/objets non déplaçables	
Rez de chaussée - Séjour-salon	Mur porteur	Les murs sont doublés
	Présence de meubles/objets non déplaçables	
Rez de chaussée - Cuisine	Mur porteur	Les murs sont doublés
	Présence de meubles/objets non déplaçables	
1er étage - Palier	Mur porteur	Les murs sont doublés
	Présence de meubles/objets non déplaçables	
1er étage - Salle d'eau + Wc	Mur porteur	Les murs sont doublés
	Présence de meubles/objets non déplaçables	
1er étage - Grenier	Mur porteur	Les murs sont doublés
	Présence de meubles/objets non déplaçables	
1er étage - Chambre 2	Mur porteur	Les murs sont doublés
	Présence de meubles/objets non déplaçables	
1er étage - Chambre 3	Mur porteur	Les murs sont doublés
	Présence de meubles/objets non déplaçables	
1er étage - Chambre 4	Mur porteur	Les murs sont doublés

Etat relatif à la présence de termites n° 796

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Motif
	Présence de meubles/objets non déplaçables	
1er étage - Placard	Mur porteur	Les murs sont doublés
	Présence de meubles/objets non déplaçables	
Combles - Combles non habitables	Mur porteur	Les murs sont doublés
	Présence de meubles/objets non déplaçables	

Nota : notre cabinet s'engage à retourner sur les lieux afin de compléter le constat aux parties d'immeubles non visités, dès lors que les dispositions permettant un contrôle des zones concernées auront été prises par le propriétaire ou son mandataire.

H. - Constatations diverses :

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Observations et constatations diverses
Néant	-	-

Note 1 : Les indices d'infestation des autres agents de dégradation biologique du bois sont notés de manière générale pour information du donneur d'ordre, il n'est donc pas nécessaire d'en indiquer la nature, le nombre et la localisation précise. Si le donneur d'ordre le souhaite, il fait réaliser une recherche de ces agents dont la méthodologie et les éléments sont décrits dans la norme NF-P 03-200.

I. - Moyens d'investigation utilisés :

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016), à l'article L131-3, L126-6, L126-24 et R. 126-42, D126-43, L 271-4 à 6 et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007. La recherche de termites porte sur les termites souterrain, termites de bois sec ou termites arboricole et est effectuée jusqu'à 10 mètres des extérieurs de l'habitation, dans la limite de la propriété.

Moyens d'investigation :

Examen visuel des parties visibles et accessibles.
Sondage manuel systématique des boiseries à l'aide d'un poinçon.
Utilisation d'un ciseau à bois en cas de constatation de dégradations.
Utilisation d'une échelle en cas de nécessité.
À l'extérieur une hachette est utilisée pour sonder le bois mort.

Représentant du propriétaire (accompagnateur) :

indivision Maria, Bonifacio,Domenico

Commentaires (Ecart par rapport à la norme, ...) :

Néant

J. - VISA et mentions :

Mention 1 : Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.

Mention 2 : L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.

Nota 2 : Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L.126-4 et L.126-5 du code de la construction et de l'habitation.

Nota 3 : Conformément à l'article L-271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état.

Etat relatif à la présence de termites n° 796

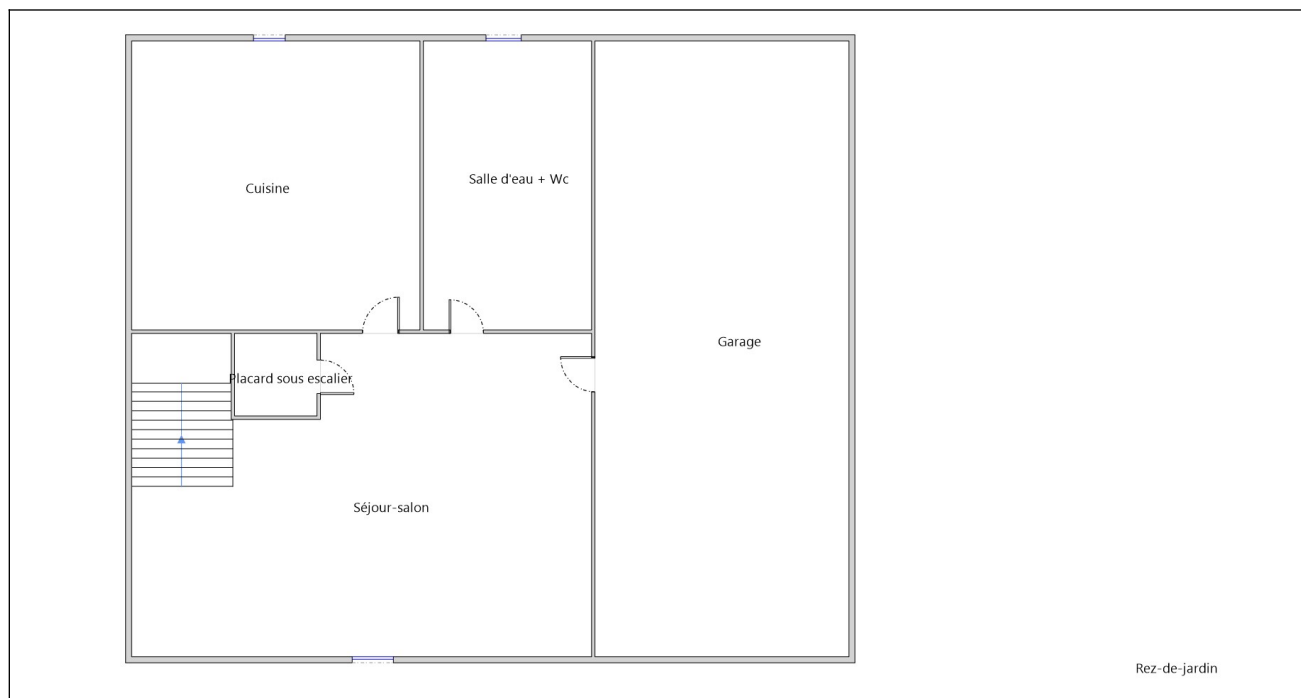
*Nota 4 : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **DEKRA Certification Immeuble la Boursidière - Porte 1 - Rue de La Boursidière 92350 LE PLESSIS-ROBINSON** (détail sur www.info-certif.fr)*

Visite effectuée le **05/06/2023**.
Fait à **VILLEJUIF**, le **05/06/2023**

Par : SOUAKRI Rachid

Cachet de l'entreprise

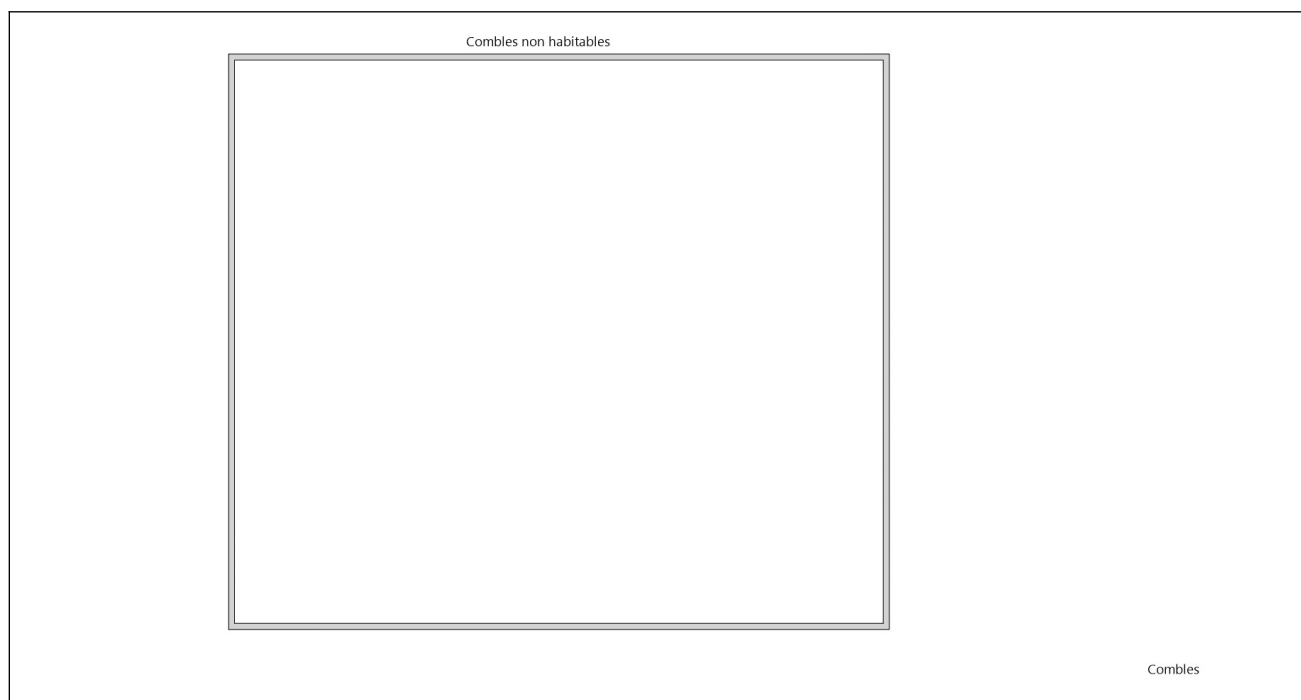
RS DIAG IMMOBILIER
3 rue Louise Michel 77280 OTHIS
Tél : 06.36.15.45.82
rs.diag.immobilier@gmail.com
siret: 878 953 645 00016
R.C.S. Meaux/ SASU capital 4000€

Annexe – Croquis de repérage

Etat relatif à la présence de termites n° 796



Etat relatif à la présence de termites n° 796



Annexe – Ordre de mission / Assurance / Attestation sur l'honneur

Aucun document n'a été mis en annexe



Mutuelle d'Assurance de la Ville de Thann
Société d'Assurance Mutuelle à cotisations variables
4 Rue de la Thur 68800 THANN - www.mavit-assurances.fr
Tél : 03 82 37 10 20 - contact@mavit.fr
Entreprise régie par le code des Assurances
MEMBRE DU GROUPE DES ASSURANCES MUTUELLES DE L'EST (GAMEST)

227 **VOTRE COURTIER :**
CABINET DIAGNOS
VILLAEYS OLIVIER
14 RUE DU MARECHAL DE LATTRE
DE TASSIGNY
67170 BRUMATH
N° Oras : 07031035
Contact@diagnos.fr

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

La société MAVIT atteste que l'entreprise

RS DIAG IMMOBILIER

3 RUE LOUISE MICHEL 77280 OTHIS

a souscrit un contrat d'assurance : POLICE n° 2011942

couvrant les conséquences générales et particulières de sa Responsabilité Civile Professionnelle suivant les dispositions des conditions générales DGRCPDI 10.20 et particulières.

Montant des garanties réglementaires 300 000 € par sinistre et 500 000 € par an.

Diagnostic Acoustique dont PEB

Diagnostic Amiante

- examen avant vente ou location
- Diagnostic Technique Amiante (DTA) dont ascenseur
- avant travaux, après travaux, avant démolition
- prélèvements amiante

Diagnostic Etat des Risques et Pollutions (ERP)

Diagnostic Etat de l'Installation Electrique dont télétravail

Diagnostic Etat de l'Installation Gaz

Diagnostic Loi Boutin

Diagnostic Loi Carrez

Diagnostic Mesurage des surfaces

Diagnostic Performance Energétique (DPE)

Diagnostic Plomb (CREP, DRIP, Avant travaux, Plomb dans l'eau)

Diagnostic Termites

Personne Compétente en Radioprotection (PCR)

Les garanties sont acquises à l'assuré sous réserve qu'il puisse justifier de toute l'expérience, qualification ou certification en vigueur, nécessaire à l'exercice de ses activités.

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit. Elle vaut présomption simple d'assurance et ne peut notamment engager la Société d'Assurance en dehors des limites, clauses et conditions prévues au contrat auquel elle se réfère.

Elle est valable du 01/01/2023 au 31/12/2023 sous réserve du paiement de la cotisation.

Fait à Thann, le 03/01/2023

Pour la société



Le Directeur

DIAGNOS - 03/01/2023

Le dossier de **Clément Louis Joseph GUILLET**

La pièce d'identité de Clément Louis Joseph



Le dossier de **Clément Louis Joseph GUILLET**

Le justificatif de situation d'hébergement de **Clément Louis Joseph**

Bordereau des loyers et des charges

Loyer (hors charges) 530,00
 Provision pour charges 30,00
 Forfait de charges _____
 Enlèvement ordures (TOM) _____
 Contribution au partage de l'économie de charges _____
 Impôts _____
 Taxes (ex TVA) _____
 Régularisation de charges _____
 TOTAL 560,00

OBSERVATIONS : _____
 SIGNATURE : 
 (1) Rayer la mention inutile

**QUITTANCE de loyer
 ou d'indemnité d'occupation (1) N°**
 (sous réserve d'encaissement des chèques)

Reçu de M. Clément GUILLET
 la somme totale de 560,00 (Cinq cent soixante euros) en date du 5 mai 2023
 au titre du loyer, charges et accessoires
 pour la période du 1^{er} mai au 31 mai
 le tout afférent à la location des locaux qu'il (elle) occupe dans l'immeuble
 situé 8 Rue Roquelaure 31000 Toulouse
 dont quittance sous toutes réserves de droit.

Fait À Saint-Cloud Le 7 mai 2023
 NOM (Propriétaire) : CHAHED
 PRÉNOM Sophie
 Adresse 14 Ter Boulevard Sémard
92 210 - SAINT-CLLOUD
Résidence Qui intègre 6

Bordereau des loyers et des charges

Loyer (hors charges) 530,00
 Provision pour charges 30,00
 Forfait de charges _____
 Enlèvement ordures (TOM) _____
 Contribution au partage de l'économie de charges _____
 Impôts _____
 Taxes (ex TVA) _____
 Régularisation de charges _____
 TOTAL 560,00

OBSERVATIONS : _____
 SIGNATURE : 
 (1) Rayer la mention inutile

**QUITTANCE de loyer
 ou d'indemnité d'occupation (1) N°**
 (sous réserve d'encaissement des chèques)

Reçu de Monsieur Clément Guillet
 la somme totale de 560,00 (Cinq cent soixante euros) en date du 5 Juin 2023
 au titre du loyer, charges et accessoires
 pour la période du 1^{er} Juin au 30 Juin 2023
 le tout afférent à la location des locaux qu'il (elle) occupe dans l'immeuble
 situé 8 Rue Roquelaure, 31000 Toulouse
 dont quittance sous toutes réserves de droit.

Fait À Saint-Cloud Le 7 Juin 2023
 NOM (Propriétaire) : CHAHED
 PRÉNOM Sophie
 Adresse 14 Ter Boulevard Sémard
92 210 - SAINT-CLLOUD
Résidence Qui intègre 6

Le dossier de **Clément Louis Joseph GUILLET**

Le justificatif de situation d'hébergement de Clément Louis Joseph

Bordereau des loyers et des charges

Loyer (hors charges) 530,00
Provision pour charges 30,00
Forfait de charges _____
Enlèvement ordures (TOM) _____
Contribution au partage
de l'économie de charges _____
Impôts _____
Taxes (ex TVA) _____
Régularisation de charges _____
TOTAL 560,00

OBSERVATIONS :

SIGNATURE :

(1) Rayer la mention inutile

**QUITTANCE de loyer
ou d'indemnité d'occupation (1) N°**
(sous réserve d'encaissement des chèques)

Reçu de M. Clément GUILLET
la somme totale de 560,00 (Cinq cent
Soixante euros) en date du 5 juillet 2023
au titre du loyer, charges et accessoires
pour la période du 01 juillet au 31 juillet
le tout afférent à la location des locaux qu'il (elle) occupe dans l'immeuble
situé 8 rue Roquetaime 31000 Toulouse
dont quittance sous toutes réserves de droit.

Fait à Saint-Cloud Le 7 juillet 2023

NOM (Propriétaire) CHAKED
PRÉNOM Sophie
Adresse 14 rue Boulevard Sémard
Résidence Quintessence,
99 200 - SAINT-CLOUD.

Le dossier de **Clément Louis Joseph GUILLET**

Le justificatif de situation professionnelle de Clément Louis Joseph



CRÉATEURS
DE FUTURS
DEPUIS
1257

PROMESSE D'EMBAUCHE

Je soussignée, Nathalie DRACH-TEMAM, Présidente de Sorbonne Université déclare être désireuse d'embaucher :

Monsieur	GUILLET Clément
Né le	24/10/1997 à Saint-Sébastien-sur-Loire (France)
A dater du	01/10/2023 jusqu'au 31/03/2025
En qualité de	Post-doctorant
Au sein de	UMR 7606 Laboratoire d'Informatique de Paris 6 LIP6 de Sorbonne Université
Au salaire mensuel :	2 722,84 euros bruts.

Pour faire valoir ce que de droit.

Fait à Paris, le 19/07/2023

La Présidente de Sorbonne Université

Sorbonne Université
Faculté des Sciences et Ingénierie DRV
Pour la Présidente et par Délégation
Directrice adjointe du SAIC
Julie ZILITTE

Nathalie DRACH-TEMAM

Le dossier de **Clément Louis Joseph GUILLET**

Le justificatif de situation professionnelle de Clément Louis Joseph



Bureau de Gestion des Contractuels sur Conventions : Adeline DUFFAUD

☎ : 0144279713

✉ : adeline.duffaud@sorbonne-universite.fr

Contrat N° S23-270

CONTRAT POST DOCTORAL DE DROIT PUBLIC n°1

Vu l'article L.412-4 du code de la recherche ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié, relatif aux dispositions générales applicables aux agents non-titulaires de l'Etat pris pour application de l'article 7 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat à l'exception du titre I bis, des articles 3-2, 3-3, 4, 5, 7, 8, du III de l'article 28 et des articles 28-1, 32 et 33, 33-1, 33-2, 33-2-1, 33-3, 45-1-1, 45-3 à 45-5 et 49-1 à 49-9 ;

Vu le décret n° 2021-1450 du 4 novembre 2021 relatif au contrat post doctoral de droit public prévu par l'article L. 412-4 du code de la recherche ;

Vu l'arrêté du 4 novembre 2021 relatif à la rémunération [plancher] des agents bénéficiaires du contrat post doctoral de droit public prévu à l'article L. 412-4 du code de la recherche ;

Vu la décision portant création du SAIC au sein de Sorbonne Université ;

Vu le projet ou l'opération de recherche dénommé(e) « Un jumeau numérique mécanique assisté par les splines et basé sur les images pour l'analyse des structures lattices réelles » ;

ENTRE

Sorbonne Université, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, n° SIRET : 130 023 385 000 11 – code APE : 8542 Z, 21 rue de l'Ecole de Médecine – 75006 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Nathalie DRACH-TEMAM

et après désignée « Sorbonne Université » d'une part,

ET

Nom : GUILLET

Prénom (s) : CLEMENT

Nom d'usage : GUILLET

à : Saint-Sébastien sur Loire (France)

Né le : 24/10/1997

Nationalité : Française

N° INSEE : 197104419031288

Domicilié : 18 rue Kerguelen, 44470 Thouaré sur Loire

Titulaire d'un diplôme de doctorat tel que prévu à l'article L. 612-7 du code de l'éducation depuis le 28/06/2023.

et après désigné(e) « la personne contractante » d'autre part

« Sorbonne Université » et « la personne contractante », ci-après désignés individuellement ou collectivement par « parties »,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Motif du recrutement, emploi et affectation

La personne contractante est engagée en qualité de chercheur contractuel post doctoral, équivalent à la catégorie hiérarchique A, au titre de l'article L.412-4 du code de la recherche susvisé.

La personne contractante sera affectée au sein de :

Direction de la Recherche & de l'Innovation - Bureau de gestion des contractuels sur conventions
Site Pierre et Marie Curie – Tour Zamansky – 4, place Jussieu, 75005 PARIS

Le dossier de **Clément Louis Joseph GUILLET**

Le justificatif de situation professionnelle de **Clément Louis Joseph**



Service d'affectation : Laboratoire Informatique de Paris 6

Responsable du laboratoire : Pierre Jolivet

Fonction du Responsable de la personne contractante : enseignant chercheur

Adresse : Campus Pierre & Marie Curie, Barre 23-33 4ème étage, 4 place Jussieu 75005 Paris

ARTICLE 2 : Nature et durée du contrat

Le présent contrat est conclu à temps complet pour une durée déterminée du **01/10/2023 au 31/03/2025** soit pour une période de 1 an et 6 mois. Il prend automatiquement fin lorsque son terme arrive à échéance.

Le présent contrat n'ouvre pas droit à un contrat à durée indéterminée.

ARTICLE 3 : Projet et activités de recherche

Ce contrat est conclu dans le cadre du projet ou l'opération de recherche dénommé(e) « Un jumeau numérique mécanique assisté par les splines et basé sur les images pour l'analyse des structures lattices réelles » retenu au titre d'un appel à projet de Sorbonne Université.

Au sein de l'Unité d'affectation, la personne contractante effectuera plus précisément des travaux dans le cadre de ce projet ou de cette opération de recherche intitulé ci-après « **Projet** ».

Description du **Projet** dans lesquels s'inscrivent les activités de recherche confiées à la **personne contractante** ainsi que leur calendrier prévisionnel :

. The postdoctoral fellow will (i) develop numerical methods halfway between mechanics and digital image analysis; and (ii) implement them by writing computer codes.

Les informations suivantes figurent dans la fiche de poste dont la **personne contractante** a pris connaissance, et le cas échéant, dans un document annexé au présent contrat : définition des activités de recherche, des tâches à accomplir et des résultats attendus pour lesquels le contrat est conclu avec la **personne contractante**.

ARTICLE 4 : Période d'essai

La durée initiale de la période d'essai peut être modulée à raison d'un jour ouvré par semaine de durée de contrat, dans la limite :

- de deux mois lorsque la durée initialement prévue au contrat est inférieure à deux ans ;
- de trois mois lorsque la durée initialement prévue au contrat est supérieure ou égale à deux ans ;

Le présent contrat ne deviendra définitif qu'à l'issue d'une période d'essai de 2 mois. Cette période est éventuellement renouvelable une fois, pour une même durée, par voie d'accord écrit.

Durant cette période, la rupture du contrat s'effectue, par l'une ou l'autre des parties, sans préavis ni indemnité. Cette rupture est notifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 : Rémunération

La **personne contractante** perçoit une rémunération calculée sur la base brute mensuelle de l'Indice Nouveau Majoré (INM) « 537 » de la fonction publique.

La **personne contractante** bénéficie, si elle en remplit les conditions, de l'indemnité de résidence, du supplément familial de traitement ainsi que des primes et indemnités instituées par l'instance délibérante ou la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 : Droits à congés annuels

La **personne contractante** a droit, compte tenu de la durée de service effectué, à un congé annuel dont la durée et les conditions d'attribution sont identiques à celles du congé annuel des fonctionnaires titulaires.

ARTICLE 7 : Protection sociale - Régime de sécurité sociale

Par dérogation au 2° de l'article 2 du décret du 17 janvier 1986 susvisé, la **personne contractante** est soumise au régime général de la sécurité sociale pour les risques accident du travail et maladie professionnelles.

En cas de congés pour accident du travail ou maladie professionnelle, à l'expiration de la période de rémunération à plein traitement prévue au deuxième alinéa de l'article 14 du même décret, la **personne contractante** bénéficie des indemnités journalières prévues dans le code de la sécurité sociale qui sont servies par la caisse primaire de sécurité

Direction de la Recherche & de l'Innovation - Bureau de gestion des contractuels sur conventions
Site Pierre et Marie Curie - Tour Zamanaky - 4, place Jussieu, 75005 PARIS

Le dossier de **Clément Louis Joseph GUILLET**

Le justificatif de situation professionnelle de Clément Louis Joseph



sociale.

ARTICLE 8 : Retraite

En vertu du décret n°70-1277 du 23 décembre 1977, le régime de retraite applicable est le régime général de la sécurité sociale.

Le régime complémentaire relève de l'IRCANTEC, 29 rue Louis Gain, 49039 ANGERS CEDEX 04.

ARTICLE 9 : Mesures d'accompagnement et suivi professionnel

A sa prise de fonction **la personne contractante** bénéficie, au sein de sa structure, des moyens matériels mis à disposition et, le cas échéant, des aménagements nécessaires de son poste de travail.

La personne contractante bénéficie de mesures d'accompagnement et de suivi professionnels pendant la durée du contrat, notamment en matière de formation.

ARTICLE 10 : Mobilité professionnelle

La personne contractante peut bénéficier, dans le cadre du **Projet** et conformément aux dispositions mentionnées à l'article 4 du décret n° 2021-1450 du 4 novembre 2021 susvisé, d'éventuelles périodes de mobilité professionnelle en France comme à l'étranger.

ARTICLE 11 : Obligations professionnelles

La personne contractante s'engage à respecter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires ainsi que les consignes en vigueur à Sorbonne Université et au sein de la structure d'accueil dont les règles générales concernant la discipline et la sécurité du travail.

La personne contractante s'engage à respecter les principes applicables aux chercheurs en matière d'éthique, de déontologie et d'intégrité scientifique.

Dans l'exercice de ses fonctions, **la personne contractante** est soumise aux droits et obligations prévus au titre Ier du statut général des fonctionnaires et à ceux prévus par le décret du 17 janvier 1986 susvisé. En cas de manquement à ces obligations elle s'expose aux sanctions disciplinaires prévues par ce même décret.

La personne contractante s'engage par ailleurs :

- A se conformer aux directives et instructions émanant de son responsable;
- à être responsable de l'exécution des tâches qui lui sont confiées. Elle devra se conformer aux instructions de son supérieur hiérarchique, sauf dans le cas où l'ordre donné est manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public. Elle ne sera déchargé d'aucune des responsabilités qui lui incombent par la responsabilité propre de ses subordonnés.
- au secret professionnel dans le cadre des règles instituées par le code pénal et sera lié par l'obligation de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les faits et informations dont elle a connaissance dans l'exercice de ses fonctions. Sous réserve des dispositions réglementant la liberté d'accès aux documents administratifs, toute communication de documents de service à des tiers est interdite, sauf autorisation expresse de **Sorbonne Université** ;
- à informer immédiatement **Sorbonne Université** en cas d'absence, quel que soit le motif, et à produire dans les 48h les justificatifs appropriés ;
- à faire connaître sans délai tout changement de situation le concernant (domicile, situation familiale, enfants à charge...).

La personne contractante s'engage à respecter la réglementation relative au cumul d'activités et à n'exercer aucune activité dans une autre administration, institution, collectivité, ou société, sans information et le cas échéant, l'autorisation de la direction d'affectation. Elle s'engage également à respecter les règles relatives au départ des agents publics vers le secteur privé, fixées notamment à l'article 25 octies de la loi du 13 juillet 1983 susvisée. Elle doit déclarer si elle est liée à un autre employeur.

La personne contractante s'engage à faire connaître sans délai tout changement de situation.

ARTICLE 12 : Confidentialité

La personne contractante s'engage à maintenir la confidentialité de toutes les informations de nature scientifique, technique, économique ou autre, quel qu'en soit le support, ainsi que de tous les produits, échantillons, composés, matériels biologiques, appareillages, systèmes, logiciels, méthodologies et savoir-faire ou tout autre élément n'étant

Le dossier de **Clément Louis Joseph GUILLET**

Le justificatif de situation professionnelle de Clément Louis Joseph



pas accessible au public, dont elle pourrait avoir connaissance au cours de l'exécution du **Projet** et de son séjour au sein de l'Unité. Elle s'engage également à considérer comme confidentiels les résultats du **Projet**.

Les engagements précisés ci-dessus s'appliquent pendant toute la durée du séjour de la **personne contractante** au sein de l'Unité et resteront en vigueur durant 10 (dix) ans après l'expiration du présent engagement, sous réserve de dispositions particulières résultant d'un contrat entre **Sorbonne Université** et un partenaire portant sur tout ou partie du **Projet** et/ou de ses résultats.

ARTICLE 13 : Propriété et exploitation des résultats

13.1- Propriété

La **personne contractante** reconnaît que les résultats qu'elle obtiendra dans le cadre du **Projet**, brevetables ou non, et les droits de propriété intellectuelle en découlant sont la propriété pleine et entière de **Sorbonne Université**, conformément aux articles L. 611-7, L. 113-9 et L. 131-3-2 du code de la Propriété Intellectuelle. **Sorbonne Université** en fonction de la nature de l'invention est propriétaire en tant qu'employeur des inventions développées par la personne contractante.

Cette règle d'attribution des droits de propriété intellectuelle s'appliquera selon les dispositions suivantes :

13.1.1- Principe général

La **personne contractante** reconnaît qu'elle n'acquiert, du fait de la réalisation des travaux du **Projet**, aucun droit de propriété intellectuelle, sur les résultats du **Projet**, brevetables ou non brevetables, de même que sur les informations, quels qu'en soient le support, les produits, composés, tout matériel, appareillage, systèmes, bases de données, logiciel et savoir-faire de **Sorbonne Université**, y compris non publiés. Elle s'engage en outre à ne sortir de l'Unité ou de **Sorbonne Université** aucun matériel (en particulier logiciel ou matériel biologique), aucun cahier de laboratoire ou leur copie sans l'autorisation préalable écrite du président de **Sorbonne Université**, ou d'une personne dûment mandatée, notamment le directeur de l'Unité.

13.1.2 - Applications particulières pour les œuvres de propriété littéraire et artistique et les logiciels

- En cas de créations intellectuelles réalisées par la **personne contractante** dans le cadre de ses missions et susceptibles de faire l'objet de droit de propriété littéraire et artistique, la cession de ses droits à **Sorbonne Université** sera réalisée au fur et à mesure de la production desdites créations, si **Sorbonne Université** souhaite les valoriser.

En tant que de besoin, les modalités de cette cession seront formalisées par écrit dans les meilleurs délais suivant l'information qui aura été faite par la **personne contractante** à **Sorbonne Université** dès la création des œuvres en question, conformément à l'article 13.2 ci-après.

- **Sorbonne Université** ou tout tiers mandaté par elle en vertu d'accord(s) de valorisation entre **Sorbonne Université** et un partenaire tiers portant sur tout ou partie du **Projet**, sera réputé, après la signature du contrat de cession, titulaire des droits de diffusion, de représentation, d'adaptation, de reproduction, de détention, de traduction et de commercialisation sur les logiciels, plans et leur documentation réalisés par la **personne contractante**, dans tous les pays pour la durée de validité de ces droits et sans limitation d'étendue ni de destination.

13.2 - Procédure / Obligations du (de la) CONTRACTANT(E)

Si les recherches menées par la **personne contractante** conduisaient à des résultats brevetables, des logiciels ou des résultats à valoriser (savoir-faire ...), elle s'engage sans restrictions, limitations, ni réserves à :

- Informer **Sorbonne Université**, en concertation avec le directeur de l'Unité, par écrit et sans délai, de toute invention, logiciel, œuvre ou autres résultats valorisables qu'il aura obtenus et avant toute divulgation publique des résultats,
- Apporter son plus entier concours à **Sorbonne Université**, ou tout tiers mandaté par **Sorbonne Université**, pour permettre la rédaction de(s) demande(s) de brevet(s), leur dépôt, le maintien en vigueur et leur délivrance auprès des Offices des brevets, dans les meilleures conditions possibles, ou tout autre titre de propriété industrielle,
- Donner tous pouvoirs et fournir toutes signatures qui seraient nécessaires à **Sorbonne Université**, ou tout tiers mandaté par **Sorbonne Université**, pour le dépôt en France et à l'étranger de toute demande de brevets, le maintien en vigueur, l'obtention et la délivrance des brevets en découlant, ou tout autre titre de propriété industrielle ainsi que pour leur exploitation tant en France qu'à l'étranger.

13.3 - Droit moral / Intéressement du (de la) contractant(e) inventeur ou auteur de logiciel

- Dans le cas d'un dépôt de brevet, **Sorbonne Université** s'engage par le présent contrat à ce que le nom de la **personne contractante** soit mentionné en qualité d'inventeur ou de co-inventeur, à moins qu'elle ne s'y oppose par écrit, si elle était considérée comme inventeur ou co-inventeur.

Direction de la Recherche & de l'Innovation - Bureau de gestion des contractuels sur conventions
Site Pierre et Marie Curie - Tour Zamansky - 4, place Jussieu, 75005 PARIS

Le dossier de Clément Louis Joseph GUILLET

Le justificatif de situation professionnelle de Clément Louis Joseph



En cas de création faisant l'objet de droit de propriété littéraire et artistique, **Sorbonne Université** s'engage à ce que le nom de l'auteur figure sur toute reproduction autorisée par l'auteur de l'œuvre.

En cas de création de logiciel, le droit moral de l'auteur s'exercera selon les conditions prévues à l'article L.121-7 du CPI et, **Sorbonne Université** s'engage à ce qu'il soit fait mention du nom de la **personne contractante** en qualité d'auteur ou de co-auteur.

- **Sorbonne Université** versera à la personne contractante si elle est identifiée comme inventeur ou auteur d'un logiciel, comme pour les inventeurs relevant de **Sorbonne Université** les redevances perçues par **Sorbonne Université** et après déduction des frais directs, aux règles du Code de la Propriété intellectuelle, notamment des articles R611-1 à R611-14-1 et au décret 96-858 du 02 octobre 1996 modifié.

- Les dispositions précisées ci-dessus s'appliquent pendant toute la durée du contrat et, tant qu'une procédure de propriété industrielle développée pendant le contrat le justifie.

ARTICLE 14 : Communication / Publication

La **personne contractante** reconnaît également ne pouvoir faire des publications ou communications écrites ou orales relatives aux travaux réalisés au sein de l'Unité, ou éventuellement de **Sorbonne Université**, qu'après autorisation écrite de **Sorbonne Université** ou, le cas échéant, de l'une des personnes que cette dernière aura nommément désignées à cet effet telle qu'en particulier le directeur de l'Unité. Cette autorisation sera accordée sous réserve des intérêts de l'Unité et de **Sorbonne Université**, dans le respect des accords éventuellement conclus avec des partenaires tiers et dans la mesure où ces publications ne constitueraient pas une divulgation au sens du code de la propriété intellectuelle.

La demande de publication pourra être refusée uniquement pour des raisons dûment justifiées.

La **personne contractante** s'engage à ce que les publications ou communications respectent les règles de signature en vigueur à Sorbonne Université et mentionnent explicitement les noms des éventuels autres auteurs y ayant contribué, le nom de l'université de recherche au sein de laquelle et est affectée et de **Sorbonne Université**.

La **personne contractante** accepte qu'il puisse être sursis à publication ou tout autre divulgation publique dans le cas où les résultats du **Projet** seraient brevetables ou feraient l'objet d'un dossier technique secret ou de dispositions particulières liées à l'existence d'une collaboration entre **Sorbonne Université** et un partenaire tiers portant sur tout ou partie du **Projet** ou de ses résultats, sans pouvoir ni préjudice ni indemnité.

Les engagements précisés ci-dessus s'appliquent pendant la durée du séjour au sein de l'Unité et resteront en vigueur durant une période de 10 (dix) ans après l'expiration du présent contrat.

Les dispositions précisées ci-dessus s'appliqueront, sous réserve de dispositions particulières résultant d'un contrat entre **Sorbonne Université** et un partenaire portant sur tout ou partie du **Projet**.

ARTICLE 15 : Suspension

En cas de faute grave commise par la **personne contractante**, qu'il s'agisse d'un manquement à ses obligations professionnelles ou d'une infraction de droit commun, la **personne contractante** pourra être suspendue dans les conditions prévues par l'article 43 du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 modifié susvisé.

Tout manquement au respect des obligations auxquelles sont assujettis les agents publics et celles prévues par le présent contrat, commis par la **personne contractante** dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sera constitutif d'une faute l'exposant à une sanction disciplinaire dans les conditions prévues au titre X du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 modifié susvisé, sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par le code pénal.

ARTICLE 16 : Préavis

A l'issue de la période d'essai, sauf cas de faute grave ou lourde, il pourra être mis fin au présent contrat sous réserve de respecter un délai de préavis déterminé en prenant en compte la durée totale de l'ancienneté de la **personne contractante** depuis son engagement initial, soit :

- Moins de 6 mois de services : 8 jours de préavis
- Entre 6 mois et deux ans de services : 1 mois de préavis
- A partir de deux ans de services : 2 mois

Aucun préavis ne sera dû en cas de licenciement pour motif disciplinaire, au cours ou à l'expiration de la période d'essai.

ARTICLE 17 : Rupture / fin du contrat

17.1 - Rupture de plein droit

Le présent contrat cessera de plein droit sans préavis, ni indemnité de licenciement dans les cas suivants :

Direction de la Recherche & de l'Innovation - Bureau de gestion des contractuels sur conventions
Site Pierre et Marie Curie - Tour Zamansky - 4, place Jussieu, 75005 PARIS

Le dossier de **Clément Louis Joseph GUILLET**

Le justificatif de situation professionnelle de Clément Louis Joseph



- non obtention ou non renouvellement du titre de séjour ;
- déchéance des droits civiques ;
- interdiction juridictionnelle d'exercer un emploi public.

17.2 - Démission

La **personne contractante** informera clairement **Sorbonne Université** de son intention de démissionner par lettre recommandée.

La **personne contractante** sera tenue, dans ce cas, de respecter un préavis dont la durée est identique à celle qui est mentionnée à l'article 16 du présent contrat, sous réserve de modification de la réglementation en vigueur au moment de la démission.

Si la **personne contractante** s'abstient de reprendre son emploi à l'issue d'un congé de maternité ou d'adoption, elle sera tenue de notifier cette intention quinze jours au moins avant le terme de ce congé.

En cas de démission, la **personne contractante** ne percevra aucune indemnité de licenciement.

17.3 - Licenciement

Dans les conditions prévues par le décret n° 2021-1450 du 4 novembre 2021 et le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié susvisés et sous réserve de modification de la réglementation en vigueur au moment de la rupture du contrat, la **personne contractante** pourra être licenciée dans les cas suivants :

- Insuffisance professionnelle ;
- Sanction disciplinaire ;
- Inaptitude physique définitive.

La **personne contractante** ne peut être licenciée qu'après respect du préavis mentionné à l'article 46 du décret du 17 janvier 1986 susvisé et, le cas échéant, avis de la commission consultative paritaire compétente. L'attribution du préavis tel que déterminé ci-dessus est toutefois conditionnée par l'application des dispositions de la réglementation en vigueur au moment de la rupture du contrat. Il en est de même pour l'attribution de l'indemnité de licenciement.

Le licenciement est notifié par lettre recommandée avec avis de réception.

17.4 - Renouvellement et fin du contrat

Dans la limite des dispositions législatives et réglementaires applicables au contrat post doctoral de droit public, l'administration notifie à la **personne contractante** son intention de renouveler ou non l'engagement dans les délais et conditions prévus à l'article 45 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié susvisé.

ARTICLE 18 : Droit applicable

La juridiction administrative dans le ressort du lieu d'affectation de la **personne contractante** sera compétente pour connaître les litiges qui pourraient naître de l'exécution du présent contrat.

Fait à Paris, le 13/07/2023,

en deux exemplaires originaux, dont un est remis à la **personne contractante**.

La **personne contractante**

(faire précéder la signature
de la mention « Lu et approuvé »)

La Présidente de Sorbonne Université

Le dossier de **Clément Louis Joseph GUILLET**

Le justificatif de ressources n° 1 de Clément Louis Joseph



CRÉATEURS
DE FUTURS
DEPUIS
1257

PROMESSE D'EMBAUCHE

Je soussignée, Nathalie DRACH-TEMAM, Présidente de Sorbonne Université déclare être désireuse d'embaucher :

Monsieur	GUILLET Clément
Né le	24/10/1997 à Saint-Sébastien-sur-Loire (France)
A dater du	01/10/2023 jusqu'au 31/03/2025
En qualité de	Post-doctorant
Au sein de	UMR 7606 Laboratoire d'Informatique de Paris 6 LIP6 de Sorbonne Université
Au salaire mensuel :	2 722,84 euros bruts.

Pour faire valoir ce que de droit.

Fait à Paris, le 19/07/2023

La Présidente de Sorbonne Université

Sorbonne Université
Faculté des Sciences et Ingénierie DRI
Pour la Présidente et par Délégation
Directrice adjointe du SAIC
Julie ZITTEL

Nathalie DRACH-TEMAM

Le dossier de **Clément Louis Joseph GUILLET**

L'avis d'imposition conforme de **Clément Louis Joseph**

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
Impôt sur les revenus de 2022
Avis d'impôt établi en 2023

AVIS_IR_RG



20-DOC

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES
SIP TOULOUSE CITE
17 T BD LASCROSSES BP49802
31098 TOULOUSE CEDEX 6

La notice de cet avis est disponible en [cliquant ici](#) ou sur [impots.gouv.fr](#)

Vos références

Numéro fiscal (C) : 30 29 210 674 119

Référence de l'avis : 23 31 0066749 50
Adresse d'imposition au 01/01/2023 :
ETG 2 APT 5
8 RUE ROQUELAINE
31000 TOULOUSE

Numéro FIP : 310 06 97 5701559789 3 A
Numéro de rôle : 011
Date d'établissement : 11/07/2023
Date de mise en recouvrement : 31/07/2023

Identifiant service : 31027

GUILLET CLEMENT
ETG 2 APT 5
8 RUE ROQUELAINE
31000 TOULOUSE

Somme qu'il vous reste à payer

84,00 €

Cette somme sera prélevée le 25 septembre 2023.

Vos contacts

 **Par messagerie sécurisée**
dans votre espace particulier sur [impots.gouv.fr](#)

 **Par téléphone**
au 0 809 401 401 *
du lundi au vendredi, de 8h30 à 19h

 **Sur place**
auprès de votre centre des finances publiques
horaires sur [impots.gouv.fr](#), rubrique Contact et RDV

SIP TOULOUSE CITE
SAID 3EME SECTEUR
17 TER BD LASCROSSES
BP 49802
31098 TOULOUSE CEDEX 6

Compte qui sera débité : FR76 1470 6000 597X XXXX XXX8 212
Identifiant de la banque : AGRIFRPP847
Nom du créancier : DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
Référence Unique Mandat : FR46ZZ0050023J29B1J674421PAS1A23

La date du prélèvement se substitue à la date limite de paiement fixée au 15/09/2023.

Revenu fiscal de référence : 17 680
Nombre de parts : 1,00

Plus de détails dans la (les) page(s) suivante(s).

Cet avis fait suite à la déclaration, en 2023, de vos revenus 2022. Le montant porté sur cet avis prend en compte les prélèvements et retenues à la source qui ont pu être réalisés en 2022.

Pour retrouver toutes les informations relatives à votre prélèvement à la source (taux, options ...), rendez-vous sur le service « Gérer mon prélèvement à la source » accessible dans votre espace particulier sur [impots.gouv.fr](#).

Le dossier de **Clément Louis Joseph GUILLET**

L'avis d'imposition conforme de **Clément Louis Joseph**

Avis d'impôt établi en 2023

N°fiscal : 30 29 210 674 119

Impôt sur les revenus de 2022

Feuillet n° : 1 / 2

Déclarant 1 - Nom de naissance : GUILLET



situation du foyer	cas particulier	enfants majeurs célibataires	enfants mariés	personnes recueillies handicapées
C				
RÉSIDENCE EXCLUSIVE		RÉSIDENCE ALTERNÉE		NOMBRE DE PARTS
enfants mineurs ou handicapés	dont enfants handicapés	enfants mineurs ou handicapés	dont enfants handicapés	1,00

Détail des revenus

Salaires.....	Déclar. 1	19644
Déduction 10% ou frais réels.....	-	1964
Salaires, pensions, rentes nets.....		17680

Revenu brut global.....

17680

Revenu imposable.....

17680

Impôt sur les revenus soumis au barème ¹⁴

759

Décote.....

- 490

IMPOT NET

Total de l'impôt sur le revenu net.....

269

CALCUL DU SOLDE DE VOTRE IMPOT POUR 2022 :

IMPOT SUR LE REVENU

Impôt sur le revenu 2022 dû ⁵³ :
Retenue à la source prélevée en 2022 par vos verseurs de revenus :

269

- 185

Solde d'impôt sur les revenus 2022 :.....

84

TOTAL DE VOTRE IMPOSITION NETTE RESTANT A PAYER

84

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Revenu fiscal de référence ²⁵.....

17680

PLAFOND EPARGNE RETRAITE

Le plafond disponible pour la déduction des cotisations versées en 2023, pour la déclaration des revenus à souscrire en 2024 est de :

Plafond total de 2021.....

Déclar. 1
8228

Plafond non utilisé pour les revenus de 2020.....

0

Plafond non utilisé pour les revenus de 2021.....

+ 4114

Plafond non utilisé pour les revenus de 2022.....

+ 4114

Plafond calculé sur les revenus de 2022.....

+ 4114

Plafond pour les cotisations versées en 2023.....

= 12342

Suite en page suivante >>>

Si vous souhaitez contester le montant de votre impôt, vous pouvez effectuer une réclamation sur votre messagerie sécurisée sur impots.gouv.fr ou par courrier adressé à votre centre des finances publiques jusqu'au 31 décembre 2025 (dans les conditions prévues aux articles R* 190-1 et R* 196-1 du livre des procédures fiscales).

Retrouvez dans la notice des précisions sur le traitement algorithmique ayant permis la détermination du montant de votre imposition, ainsi que son détail.

Le dossier de **Clément Louis Joseph GUILLET**

L'avis d'imposition conforme de Clément Louis Joseph

Avis d'impôt établi en 2023
N°fiscal : 30 29 210 674 119

Impôt sur les revenus de 2022
Feuillet n° : 2 / 2

>>> Suite de votre avis

PRELEVEMENT A LA SOURCE 2023

Pour consulter ou moduler votre taux de PAS et retrouver l'ensemble de vos informations rendez-vous sur [impots.gouv.fr/votre espace particulier/gérer mon prélèvement à la source](https://impots.gouv.fr/votre-espace-particulier/gerer-mon-prelevement-a-la-source) ou appelez le 0809 401 401

AUTRES INFORMATIONS

Taux moyen d'imposition..... **1,52%**

Il correspond au taux auquel l'ensemble des revenus de votre foyer fiscal déclarés pour 2022 est taxé. Le taux moyen d'imposition est différent du taux de prélèvement à la source, car ce dernier est calculé hors réductions ou crédits d'impôt et ne tient pas compte de certains revenus, comme les plus-values de cession de valeurs mobilières ou les revenus taxés à taux forfaitaire.

Taux marginal d'imposition..... **11,00%**

Le taux marginal correspond au taux de la tranche la plus élevée du barème de l'impôt sur le revenu auquel sont taxés pour l'année 2022 les revenus déclarés de votre foyer fiscal.

Acte de cautionnement

le 18.09.2023

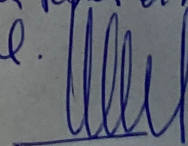
Nadane, Julien,

Je soussigné Germain Guillet né le 02.10.1969
à Nantes, résidant à l'adresse suivante 56 route des Marais
de Glain 44530 Orffèac déclare une pte caution
solidaire de Clément Guillet pour les obligations résultant
du contrat qui lui a été consenti par le bailleur:
Bonifacio Gagliano demeurant 24 rue de la fosse d'or
78114 Tappes les haumeaux, pour le compte de Nadane
Gagliano Leone Sebastiana pour la location du logement
situé : Studio 23m², 19 impasse du Jupon 94800 Villejuif.

J'ai pris connaissance du loyer de : 850 €/mois, soit
huit cent cinquante euros par mois. Il sera révisé an-
nuellement au 01/09 selon la variation de l'indice
de référence des loyers publié par l'INSEE au T2 2023 indice
140,69.

Cet engagement pour une caution solidaire et globale
pour une durée indéterminée pour le paiement notamment
des loyers, des indemnités d'occupation, des charges, des réparations
et dégradations locatives, des impôts et des taxes et tout frais éventuels
de procédure dus en vertu de ce bail.

Fait à Paris le 18.09.2023



Le dossier de **Clément Louis Joseph GUILLET****Le justificatif de situation d'hébergement du garant de Clément Louis Joseph**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
Prélèvement mensuel - Échéancier 2023
Taxes foncières

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES
SIP SAINT-NAZAIRE
54 AV DU GÉNÉRAL DE GAULLE BP
44606 SAINT-NAZAIRE CEDEX

Vos références

Numéro fiscal :	16 05 364 175 443
Numéro de contrat :	M3 44 0531508 96
Référence Unique du Mandat :	FR46ZZ005002M344053150896
Identifiant service :	44111
Date d'établissement :	27/12/2022

5294-064272-0112-0

GUILLET BERTRAND
56 RTE DES MOULINS DE BILAIS
44530 DREFFEAC

Cet échéancier vous informe de la date et du montant du prélèvement qui sera effectué chaque mois, sous la Référence Unique de Mandat suivante : FR46ZZ005002M344053150896. Si vous avez déménagé, votre contrat a pu être renuméroté et la référence unique de mandat modifiée.

Il est valable sous réserve de modifications législatives ou d'un changement de votre situation fiscale.

Lorsque votre impôt sera calculé, votre avis d'imposition récapitulera les sommes déjà prélevées et comportera le cas échéant un nouvel échéancier des prélèvements restant à effectuer.

Restant à votre disposition,

Le comptable public

Votre situation

16 JANVIER 2023	98,00 €	15 JUIN 2023	98,00 €
15 FEVRIER 2023	98,00 €	17 JUILLET 2023	98,00 €
15 MARS 2023	98,00 €	16 AOÛT 2023	98,00 €
17 AVRIL 2023	98,00 €	15 SEPTEMBRE 2023	98,00 €
15 MAI 2023	98,00 €	16 OCTOBRE 2023	98,00 €
TOTAL		980,00 €	

COMPTE À DÉBITER :
N° de compte : FR76 1470 6001 422X XXXX XXX0 053
Titulaire : GUILLET BERTRAND
Établissement teneur du compte : CRCA L HERBERGEMENT

Vos contacts

- Par messagerie sécurisée : dans votre espace particulier ou professionnel sur impots.gouv.fr
- Par téléphone : 0 809 401 401 * du lundi au vendredi de 8h30 à 19h (horaires de la métropole)
- Sur place : auprès de votre centre des finances publiques (horaires sur impots.gouv.fr, rubrique « Contact et RDV »)
Centre des finances publiques
SIP SAINT-NAZAIRE
54 AV DU GÉNÉRAL DE GAULLE BP
44606 SAINT-NAZAIRE CEDEX

(Service gratuit + coût de l'appel)

Le dossier de **Clément Louis Joseph GUILLET**Le justificatif de situation professionnelle du garant **de Clément Louis Joseph**

metropole.nantes.fr

DG Ressources – Département RH
Direction Administration des Ressources Humaines
Unité relation agents
Tél: 02 52 10 8000
infoagents@nantesmetropole.fr

Madame la Présidente
de Nantes Métropole,

Certifie que :

Monsieur **Bertrand GUILLET**,

Matricule : **33406**

Né le **2 octobre 1964** à **NANTES (Loire-Atlantique)**,

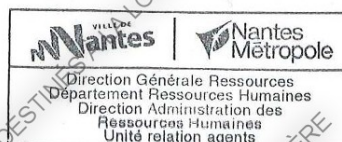
Domicilié **56 Route des Moulins de Bilais 44530 DREFFEAC**

Est employé dans les services de Nantes Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016,

En qualité de **Conservateur chef patrimoine, titulaire**.

Le présent certificat est délivré à titre de renseignement administratif.

Fait à Nantes, le 21 juin 2023



Stéphanie CHÉREL
Directrice Administration
Ressources Humaines

* Les informations recueillies sur ce document sont enregistrées dans un fichier automatisé par la direction administration des ressources humaines pour la gestion des relations employeur. Elles sont conservées pendant la durée d'utilité administrative et sont destinées aux agents habilités. Elles seront réservées à l'usage des services de la fonction RH concernés et ne peuvent être communiquées à des tiers sans votre consentement. Conformément à la loi informatique et libertés et au Règlement européen sur la protection des données, vous pouvez vous opposer au traitement de vos données personnelles, avoir accès aux données vous concernant, demander à les rectifier ou les supprimer en contactant la Direction administration des ressources humaines : 2 Cours du Champ de Mars - 44923 Nantes Cedex 9 ou le délégué à la protection des données de la collectivité: dgd@nantesmetropole.fr. Vous pouvez introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Nantes Métropole
Toute correspondance doit être adressée à :

Madame la Présidente
Nantes Métropole
44923 Nantes CEDEX 9

Tél. +33(0) 2 40 99 48 48
presidence@nantesmetropole.fr

Le dossier de **Clément Louis Joseph GUILLET**

Le justificatif de ressources n°1 du garant de Clément Louis Joseph

2155 / 2511 Bulletin 2022.01.018

716 30 0 0

Fait le 17/03/2023

BULLETIN DE PAIE

Nantes Métropole

Nantes Métropole
2 COURS DU CHAMPS DE MARS
44000 NANTES

Période du 01/05/2023 au 31/05/2023

Mai 2023

N° APE 8411Z N° SIRET 2444004000129

URSSAF 52700000200190249

Heures légales 151,67

Base S.S. 5 058,58

Grade CONSERVATEUR-CHÉF-PATRIMOINE

Fonction Directeur/trice d'établissement culturel 2.0

N° S.S. 1641044109033 49

Matricule 33406

PBD

M GUILLET Bertrand
56 ROUTE DES MOULINS DE BILAIS
44530 DREFFEAEC

Catégorie	Echelon	Hors Ech.	NBI	SFT	Résid	Taux Empl.	Service					
TITULAIRE	07	HB C2	30	0	2	100,00	PBD - DPARC, CHATEAU DES DUCS					
Rubrique de paie libellé							Nombre ou base	Taux	Gains	Retenues	Charges patronales	
											Taux	Montant
876C R.A.F.P.							982,61	5,000		49,13	5,000	49,13
830C COT. CNRACL							5 058,58	11,100		30,650	1 550,45	
834C COT. ATI							4 913,06			0,400	19,55	
Totaux									7 309,65	1 562,28	2 688,54	

Base PAS	Taux personnalisé	Montant PAS	Net à payer avant impôt	Net à payer
6 180,37	17,10	1 056,84	5 747,37	4 690,53

VIREMENT BANCAIRE AGRIFRPP347 FR76 1470 6001 4241 3162 0700 180

CRCA L HERBERGEMENT

	Brut	Net imposable	Prélèvement à la source	Avantage nature	Heures réalisées	Base plaf. sécurité sociale
Mois précédent	25 307,61	21 259,13	3 635,31		506,68	14 664,00
Mois en cours	7 277,23	6 180,37	1 056,84		151,67	3 666,00
Cumul exercice	32 584,84	27 439,50	4 692,15		758,35	18 330,00

DANS VOTRE INTERET ET POUR FAIRE VALOIR VOS DROITS, CONSERVER CE DOCUMENT SANS LIMITATION DE DUREE.

Indice Rémun
1 043

Jrs Plein Trait. Jrs Demi Trait. Jrs Sans Trait.


30 0 0

5694 / 8575 Bulletin 2022.01.023


Fait le 18/05/2023

Le dossier de **Clément Louis Joseph GUILLET**

L'avis d'imposition conforme du garant de Clément Louis Joseph



 **RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
Impôt et prélèvements sociaux sur les revenus de 2021
Avis d'impôt établi en 2022


2D-DOC

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES
SIP SAINT-NAZAIRE
SAID LA BAULE-PONTCHATEAU
54 RUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
44606 ST NAZAIRE CEDEX


34076012509-0042-0






Vos références

Número fiscal :
Déclarant 1 (C) : 16 05 364 175 443
Déclarant 2 (C) : 02 71 237 131 375
Référence de l'avis : 22 44 A 791454 21
Adresse d'imposition au 01/01/2022 :
56 RTE DES MOULINS DE BILAIS
44530 DREFFEAC
Numéro FIP : 440 72 78 3084167789 3
Numéro de rôle : 016
Date d'établissement : 26/07/2022
Date de mise en recouvrement : 31/07/2022
Identifiant service : 44111

Vos contacts

 Par messagerie sécurisée
dans votre espace particulier sur impots.gouv.fr

 Par téléphone
au 0 809 401 401
du lundi au vendredi, de 8h30 à 19h

 Sur place
auprès de votre centre des finances publiques
(horaires sur impots.gouv.fr, rubrique « Contact »)
SIP SAINT-NAZAIRE
SAID LA BAULE-PONTCHATEAU
54 RUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
BOITE POSTALE 241
44606 ST NAZAIRE CEDEX

Somme qui vous est remboursée
1 550,00 €

Vous n'avez plus rien à payer au titre des revenus de 2021.

Vous serez remboursé par virement le 02/08/2022
sur le compte bancaire suivant :
FR76 1470 8001 424X XXXX XXX0 180
Identifiant de la banque : AGRIFRPP847
Émetteur du virement :
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Revenu fiscal de référence : 103 701
Nombre de parts : 2,50

* (service gratuit + coût de l'appel)

Cet avis fait suite à la déclaration, en 2022, de vos revenus 2021. Le montant porté sur cet avis prend en compte les prélèvements et retenues à la source qui ont pu être réalisés en 2021.

Pour retrouver toutes les informations relatives à votre prélèvement à la source (taux, options...), rendez-vous sur le service « Gérer mon prélèvement à la source » accessible dans votre espace particulier sur impots.gouv.fr.

IRN 14 0 13062022 1

Le dossier de **Clément Louis Joseph GUILLET**

L'avis d'imposition conforme du garant de **Clément Louis Joseph**

Avis d'impôt établi en 2022		Impôt et prélèvements sociaux sur les revenus de 2021		
N° fiscal : 16 05 364 175 443		Feuillet n° : 1 / 2		
Déclarant 1 - Nom de naissance : GUILLET				
Déclarant 2 - Nom de naissance : GUALDE				
situation du foyer	cas particulier	enfants majeurs célibataires	enfants mariés	personnes recueillies handicapées
M				
RÉSIDENTE EXCLUSIVE		RÉSIDENTE ALTERNÉE		NOMBRE DE PARTS
enfants mineurs ou handicapés	dont enfants handicapés	enfants mineurs ou handicapés	dont enfants handicapés	
1				2,50
IMPÔT SUR LE REVENU				
Détail des revenus				
Salaires.....	Déclar. 1 68 358	Déclar. 2 45 534		Total
Déduction 10% ou frais réels.....	- 6 836	- 4 553		
Salaires, pensions, rentes nets.....	61 522	40 981		102 503
Revenus perçus par le foyer fiscal				
Revenus fonciers nets.....				7 263
Revenu brut global.....				
CSG déductible.....				103 766
				67
Revenu imposable.....				
Revenus au taux forfaitaire.....	Taux	12,8%	Montant	103 699
				2
Impôt sur les revenus soumis au barème (14)				
				17 362
Impôt avant réductions d'impôt.....				
				17 362
REDUCTIONS D'IMPÔT (15)				
Forfait scolarité : Nombre d'enfants.....	Montant déclaré	Montant retenu	Montant réduction	
Montant de la réduction d'impôt.....	1	1		
Invest. "Pinel" : reports.....	3 760	3 760	183	
Total des réductions d'impôt (20).....			3 760	3 943
IMPÔT NET				
Total de l'impôt sur le revenu net.....				
				13 419
PRÉLEVEMENTS SOCIAUX				
Détail des revenus				
Revenus fonciers nets (45).....		CSG - CRDS	PREL SOL	
BASE IMPOSABLE.....		1 263	1 263	
Taux de l'imposition.....		9,70%	7,50%	
Montant de l'imposition.....		123	95	
Total des prélèvements sociaux nets.....				
				218
Pour information :				
Montant de CSG déductible sur revenus du patrimoine (49) pris en compte				
LA SUITE DE CET AVIS EST CI-JOINTE				

Si vous souhaitez contester le montant de votre impôt, vous pouvez effectuer une réclamation sur votre messagerie sécurisée sur impots.gouv.fr ou par courrier adressé à votre centre des finances publiques jusqu'au 31 décembre 2024 (dans les conditions prévues aux articles R* 190-1 et R* 196-1 du livre des procédures fiscales).

Retrouvez dans la notice des précisions sur le traitement algorithmique ayant permis la détermination du montant de votre imposition, ainsi que son détail.

Le dossier de **Clément Louis Joseph GUILLET**

L'avis d'imposition conforme du garant de **Clément Louis Joseph**

Avis d'impôt établi en 2022 Impôt et prélèvements sociaux sur les revenus de 2021 N° fiscal : 16 05 364 175 443 Feuillet n° : 2 / 2

>>> Suite de votre avis

pour l'imposition des revenus perçus en 2022

86

CALCUL DU SOLDE DE VOTRE IMPÔT POUR 2021 :

IMPÔT SUR LE REVENU

Impôt sur le revenu 2021 dû (53):

13 419

Retenue à la source prélevée en 2021 par vos verseurs de revenus :

- 17 267

Acomptes prélevés en 2021 sur votre compte bancaire :

- 80

Avance perçue sur les réductions et crédits d'impôt :

+ 2 256

Solde d'impôt sur les revenus 2021 :

- 1 672

PRÉLEVEMENTS SOCIAUX

Prélèvements sociaux au taux de 17,2% dus (53):

CSG-CRDS

123

PSOL

95

Acomptes prélevés en 2021 sur votre compte bancaire :

- 54

- 42

Prélèvements sociaux à 17,2% nets :

69

53

Solde des prélèvements sociaux 2021 (53):

122

COMPTE TENU DES ÉLÉMENTS QUE VOUS AVEZ DÉCLARÉS, LE MONTANT
QUI VOUS SERA REMBOURSE (voir notice) EST DE :

1 550

■ CE REMBOURSEMENT EST AUTOMATIQUE, VOUS N'AVEZ AUCUNE DÉMARCHE À FAIRE.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Revenu fiscal de référence (25)

103 701

Informations indiquées pour mémoire

RCM déjà soumis aux prélèvements sociaux avec CSG déductible (19)

2

PLAFOND ÉPARGNE RETRAITE

Le plafond disponible pour la déduction des
cotisations versées en 2022, pour la
déclaration des revenus à souscrire en 2023 est de :

Plafond total de 2020

Déclar. 1
24 279

Déclar. 2
16 064

Enfant(1)
16 062

Plafond non utilisé pour les revenus de 2019

6 109

3 973

3 973

Plafond non utilisé pour les revenus de 2020

+ 6 063

+ 4 052

+ 4 052

Plafond non utilisé pour les revenus de 2021

+ 6 082

+ 4 116

+ 4 114

Plafond calculé sur les revenus de 2021

+ 6 152

+ 4 114

+ 4 114

Plafond pour les cotisations versées en 2022

= 24 406

= 16 255

= 16 253

PRÉLEVEMENT À LA SOURCE 2022

Retrouvez l'ensemble de vos informations et vos
éventuelles options sur [impots.gouv.fr/votre espace
particulier/gérer mon prélèvement à la source](https://impots.gouv.fr/votre-espace-particulier/gérer-mon-prélèvement-à-la-source) ou en
appelant le 0809 401 401